



***Usage par la presse malienne
de la documentation scientifique***

- Résultats d'étude qualitative -

Fabrice Escot

Juin 2019

Liste des acronymes

ANAM	Agence nationale d'assistance Maladie
CANAM	Caisse nationale d'assurance Maladie
CDEAO	Confédération des Etats d'Afrique de l'Ouest
CERCAP	Centre d'Etude et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer
CESTI	Centre d'Etude des Sciences Techniques et de l'Information (Dakar)
CFI	Canal France International
Dir.pub. / dir.pub.	Directeur de publication (terme de milieu)
ESJL	l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille
ICP Mali	Initiative de Communication et de Plaidoyer au Mali
IPAO	Institut Panos d'Afrique de l'Ouest
IREX	International Research & Exchanges Board
JSTM	Journal Scientifique et Technique du Mali
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
MiCT	Media in Cooperation and Transition
MISA	Media Institute of South Africa
MSI	Media Sustainability Index (Irex)
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle (Ambassade de France)

Sommaire

1. Présentation de l'étude	p.4
1.1. Contexte et objectifs	p.4
1.2. Une méthodologie en quatre étapes	p.4
2. Analyse du corpus et relation de la presse malienne à la documentation scientifique.	p.9
2.1. La presse produit peu d'articles de type scientifique, et utilise les données disponibles diversement selon l'orientation journalistique des articles	p.9
2.1.1. Tous les domaines sont potentiellement sujets à articles à tonalité scientifique	p.9
2.1.2. Les modes de production d'articles et l'usage concret de la documentation varient très sensiblement selon le domaine	p.10
2.1.3. La qualité 'scientifique' des articles est globalement faible.	p.12
2.2. Les journaux les plus utilisateurs de documentation scientifique sont le produit d'une évolution de la presse.	p.16
2.2.1. Les quotidiens produisent la majeure partie des articles, mais pas toujours les articles les plus scientifiques	p.16
2.2.2. Les journaux plus spécialisés sont également ceux qui font le plus volontiers recours à la documentation de type scientifique.	p.18
2.2.3. Bien que le contexte politique la garantisse dans certaines mesures, la liberté apparente de la presse est fragilisée par sa faiblesse économique, or de nouveaux modèles économiques émergent.	p.21
2.2.4. Les journalistes signataires des 'meilleurs' articles scientifiques ont un meilleur parcours en termes de formation initiale et de formation professionnelle.	p.25
2.3. La documentation scientifique est encore peu inscrite dans les sources des journalistes maliens.	p.28
2.3.1. Les sources des journalistes sont plurielles, néanmoins, dans les faits, certains s'attachent davantage aux discours (oraux ou écrits), d'autres privilégient la documentation, y compris scientifique.	p.28
2.3.2. L'investigation est valorisée, mais elle se heurte au faible accès à des sources de qualité sources, au 'temps du journalisme' et à la capacité à traiter l'information.	p.29
2.3.3. Les journalistes et les entrepreneurs de la presse écrite utilisent peu à peu internet, néanmoins montrent une faible ouverture sur le numérique, les multimédias, les TIC en général.	p.31
2.3.4. Les journalistes témoignent peu d'intérêt pour la science et ont une culture scientifique limitée.	p.32
2.4. Exemples concrets de recherche et d'usage de la documentation lors de la rédaction d'articles par des journalistes de la presse écrite.	p.36
2.4.1. Relation de journalistes ayant signé des articles identifiés lors de la revue de presse.	p.36
2.4.2. Etude de cas : analyse par la presse d'un rapport scientifique sur la presse.	p.40
3. Pour comparaison et perspectives : état des lieux rapide de la presse ivoirienne.	p.43
4. Principaux enseignements de l'étude et cahier des charges pour la recherche en vue de favoriser sa diffusion par la presse écrite malienne.	p.50

1. Présentation de l'étude

1.1. Contexte et objectifs

Dans le cadre du programme de recherche sur le FBR, Miseli et ses partenaires réfléchissent sur le portage de connaissances et les modes de diffusion possibles des résultats des recherches aux publics-cibles potentiels. Par ailleurs, des études sur la presse écrite réalisées au Mali montrent que son lectorat se compose notamment des leaders d'opinion et des cadres de l'administration, soit des personnes que l'on peut qualifier de « décideurs », ou en tout cas qui sont a priori intéressés par les résultats des recherches sur les politiques publiques. Dans ce contexte, Miseli a été mandatée pour mener une étude sur la façon dont la presse malienne utilise les résultats de la recherche scientifique.

L'objectif général de cette recherche est de comprendre la façon dont un organisme de recherche peut collaborer avec la presse pour diffuser ses résultats aux décideurs, voire au public des politiques publiques : quel type de journaux sélectionner, les modes de collaboration à envisager et notamment le format sous lequel partager les résultats.

Les objectifs plus spécifiques sont de cerner :

- La façon dont les directeurs de publication et les journalistes « rédacteurs » choisissent les thématiques des articles, les sources qu'ils utilisent dont la documentation ;
- La relation qu'ils entretiennent avec la recherche scientifique en général (perception, contacts directs, opinion), y compris la documentation publique (enquêtes nationales notamment) et/ou les entretiens avec des « experts » ;
- Le cas échéant, comment ils abordent les documents présentant des résultats scientifiques et ce qu'ils en retirent pour leurs articles
- L'articulation entre réflexion journalistique et scientifique.

1.2. Une méthodologie en quatre étapes

1.2.1. Collecte exhaustive de la presse écrite sur une période de deux semaines.

La première étape a consisté en l'acquisition du plus grand nombre possible de publications écrites parues à Bamako du lundi 11 au lundi 25 septembre 2017.

La presse malienne se compose d'un grand nombre de titres. Une liste des journaux fournie en 2010 par la Maison de la Presse¹ comptabilisait environ 50 titres, ce qui était déjà considéré comme pléthorique par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. La cartographie économique de la presse écrite réalisée en 2013² cite 96 titres de presse écrite privée, dont seulement 28 paraissaient régulièrement³. L'étude barométrique menée en 2016 indique le chiffre de 120 titres, dont 30 paraîtraient régulièrement⁴. L'Annuaire des médias, établi sur la base d'un recensement opéré en 2016, citait quant à lui 184 titres nationaux imprimés dont 9 quotidiens, 11 bihebdomadaires, 145

¹ La liste fournie était donnée comme indicative et non exhaustive.

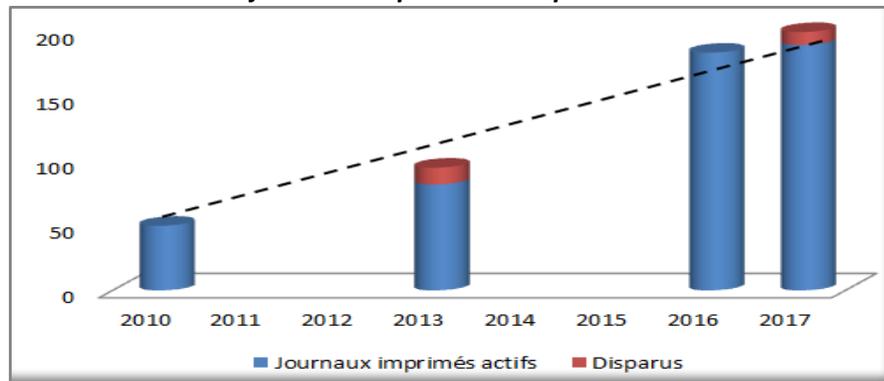
² Cartographie économique de la presse écrite au Mali, Centre d'étude et de renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer (CERCAP), étude réalisée en 2012-2013 dont les résultats ont été présentés en atelier à Bamako le 29/08/2017

³ D'après l'étude, 18 journaux paraissaient irrégulièrement, 37 très irrégulièrement et 13 ne paraissaient plus. Cette liste de 2013 ne prend apparemment pas en compte la presse régionale.

⁴ *Baromètre des médias africains. Première analyse locale du paysage médiatique en Afrique. Mali 2016.* Friedrich Ebert Stiftung

(bi-)hebdomadaires⁵, 11 journaux sportifs et 8 magazines⁶. La collecte des publications a été préparée avec quatre kiosquiers identifiés par des professionnels de la presse comme vendant la majeure partie des quotidiens et périodiques paraissant à Bamako, plus une librairie d'hôtel qui distribue la presse magazine. A partir de cette liste de 184 journaux, 10 ont été indiqués comme disparus par les kiosquiers et 16 titres additionnels ont été identifiés, soit 190 titres a priori actifs.

Evolution du nombre de journaux imprimés de la presse malienne de 2010 à 2017⁷



Les journaux n'ont pas paru le vendredi 22, férié car commémoratif de l'accès à l'indépendance du Mali, et les éditions du jeudi 21 ont accordé une large place aux rétrospectives et « bilans ». Le lundi 25 a de ce fait été rajouté pour respecter les 10 jours de collecte prévus et pour accéder aux articles potentiellement rédigés mais non parus les 21-22.

La presse en ligne n'a pas été consultée au cours de la période de collecte pour des raisons de faisabilité et car elle reprend souvent des informations déjà imprimées. Le Journal Scientifique et Technique du Mali, qui publie en ligne, a été approché du fait de son positionnement de vulgarisation scientifique qui le rendait incontournable.

Cette opération a permis de réunir un corpus de 242 éditions de 101 titres, dont la totalité des quotidiens et des bihebdomadaires, plus 82 titres avec d'autres fréquences de parution (hebdomadaires, bimensuels, mensuels, titres à parution irrégulière, magazines...). La structure détaillée de ce corpus est développée en partie 1 des résultats.

Les quotidiens et les bihebdomadaires comptent parmi les journaux les plus stables, pour autant des problèmes d'impression ont empêché certaines parutions. De nombreux périodiques (hebdomadaires ou journaux à parution plus irrégulière) non trouvés en kiosques existent toujours d'après les kiosquiers, mais soit n'ont pas paru au cours de la période, soit ont été distribués de façon assez discrétionnaire et n'étaient pas disponibles dans les kiosques/points de vente visités⁸. Au final, au sein du corpus constitué, 101 journaux ont publié au moins une édition entre le 11 et le 25 septembre 2017, dont 50 de façon régulière : 9 quotidiens, 10 bihebdomadaires et 31 hebdomadaires. Ce chiffre objectif est supérieur à ceux donnés par les études citées en référence.

⁵ Beaucoup de journaux classés parmi les hebdomadaires dans l'Annuaire des Médias publient à une fréquence moins élevée.

⁶ L'Annuaire listait 15 titres régionaux. La méthodologie de la recherche a prévu de ne pas chercher à collecter la presse régionale, pour des raisons de faisabilité.

⁷ Sources : liste de la Maison de la Presse pour 2010, *Cartographie économique de la presse écrite au Mali pour 2013*, *Annuaire des Médias pour 2016* et *collecte/travail en kiosque pour 2017*

⁸ Ce qui a pu être le cas de nombreux journaux sportifs et magazines.

Titre et éditions trouvés lors de la collecte par rapport à l'Annuaire de 2016

	Nombre de titres listés dans l'Annuaire	Titres de l'Annuaire disponibles en kiosque	Nouveaux titres ou changement de périodicité	Nombre de titres disponibles en kiosque sur la période	Nombre d'éditions collectées
Quotidiens	9	9	0	9	86
Bihebdomadaires	11	9	1	10	38
Autres périodiques	145	56	18	74	110
Journaux sportifs	10	3	0	3	3
Magazines	9	1	4	5	5
Total	184	78	23	101	242

Chaque édition a été parcourue de façon exhaustive, afin d'identifier les articles comportant des éléments susceptibles de relever d'études ou d'analyses, statistiques, quantitatives, qualitatives, historiques ou tout autre mode d'analyse relevant de domaines/méthodologies scientifiques. 101 articles ont été identifiés et ils ont été répertoriés⁹. Ces articles ont fait l'objet d'un classement selon le type de journal (fréquence de publication), le journal lui-même, le sujet (domaine, thématique spécifique, type d'information), la tonalité de l'article (plaidoyer, information pratique, idéologie...), les sources utilisées (citées ou non) et le mode de traitement de l'information.

Les articles ont également été évalués en termes de qualité de restitution des données scientifique. L'échelle de 'qualité' a été établie ad hoc dans le cadre de cette recherche, et a porté sur quatre critères : l'inscription dans la recherche, la présentation des données/méthodes, l'argumentation de la réflexion, enfin la citation des sources. En l'absence de grille d'évaluation, de barème précis, la qualité attribuée à chaque article est très relative, et certainement en partie subjective. Cette qualification avait de fait pour objet de distinguer des articles a priori qualitatifs/intéressants du point de vue de l'usage des données scientifiques, et ainsi d'identifier, via les signatures, des journaux et des journalistes pertinents pour le volet qualitatif.

1.2.2. Entretien qualitatifs avec des journalistes

14 entretiens d'une durée moyenne d'une heure, ont été menés en français au sein de huit journaux (*L'Essor*, *Les Echos*, *L'indépendant*, *L'Indicateur du Renouveau*, *Zénith-Balé*, *Tjikan*, *Journal du Mali*, *JSTM*) ayant publié au moins un article utilisant des données de type scientifique, en respectant une diversité de types de journaux (quatre quotidiens, deux bihebdomadaires, deux hebdomadaires et le journal scientifique en ligne) et de spécialisation des journalistes. Ont été interviewés, sept directeurs de publication et sept journalistes généralistes ou spécialisés ayant rédigé des articles dans les domaines économie, santé, protection sociale, politique-société, science.

Les questions ont porté sur le profil du journal, les modes de choix des sujets traités, les sources d'information, l'image de la recherche et l'utilisation de données de recherche. Les journalistes interviewés ont concrètement été amenés à commenter un ou plusieurs articles qu'ils avaient rédigé pendant la période de collection de la presse écrite et faisant partie de notre corpus.

⁹ Le fait que 101 titres aient été trouvés et 101 article aient été répertoriés est une coïncidence.

1.2.3. Consultation de la documentation citée

Cinq études sur les médias/la presse écrite malienne citées par les journalistes lors des entretiens ont été consultées et leurs résultats intégrés à la réflexion sur l'évolution de la presse :

- *Etude d'audience télévision, radio et presse écrite au Mali*, Coopération Médias de Canal France International (CFI) à travers la Pan-African Field Force, 2010¹⁰.
- *Media sustainability index, Africa 2012 - Mali*, IREX. résultats disponibles sur le site d'IREX : <https://www.irex.org/media-sustainability-index-archived-reports>, ou <https://www.irex.org/resource/media-sustainability-index-msi>¹¹
- *Cartographie économique de la presse écrite au Mali*, Centre d'étude et de renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer (CERCAP), 2013, dont les résultats ont été présentés en atelier à Bamako le 29/08/2017¹²
- *De l'utilisation des médias au Mali*, MiCT et Friedrich Ebert Stiftung, 2015
- *Baromètre des médias africains. Première analyse locale du paysage médiatique en Afrique. Mali 2016*. Friedrich Ebert Stiftung, en partenariat avec l'Institut des Médias d'Afrique du Sud (MISA)

Enfin, vu le sujet de notre recherche, et pour ces cas précis, des articles en ligne ont été également consultés, dont :

- *Presse malienne cherche désespérément financements*, Journal Du Mali, en ligne le 27/01/2016
- *Etude sur les médias au Mali de la Fondation Free Press Unlimited : Les attentes du public en termes d'information médiatique décryptées*, Le Républicain, en ligne le 08/05/2017 sur le site Bamako.com

1.2.4. Etat des lieux rapide de la presse imprimée ivoirienne

Suite au constat de l'évolution de la presse malienne, une étude rapide a été engagée fin septembre 2018 à Abidjan à des fins comparatives. A partir d'informations trouvées sur internet, une liste de 245 journaux et magazines (existant ou ayant existé) a été établie. Un travail a été mené avec trois kiosquiers, un au Plateau (hyper-centre, quartier d'institutions, d'affaire et de commerce) et deux à Adjamé (quartier du centre-ville mais plus populaire). Il s'agissait d'établir, de façon approximative, la liste des journaux toujours en activité, leur fréquence de parution (dont la régularité pour les magazines), leur positionnement éditorial (généraliste, santé, économie, politique, mode de vie, religion, faits divers), et d'identifier les titres les plus populaires selon leur positionnement et leur lectorat. Ce travail a permis de compiler des données sur 100 titres, sachant que la méthodologie ne garantit pas l'exhaustivité.

Quatorze éditions de journaux cités par les kiosquiers comme à forte audience ont été collectées à la date du 20 septembre 2018, dix de grands quotidiens d'informations généralistes et quatre de périodiques à forte audience : mode de vie (*Go Magazine*), faits divers (*Allo Police*), satiriques (*Gbitch !* et *L'Eléphant Déchaîné*).

¹⁰ Les résultats de cette étude ont fait en 2010 l'objet d'un article de *L'Indépendant*, qui y figurait comme le journal privé à la plus forte audience.

¹¹ Les études *Media Sustainability Index (MSI)* produites par IREX analysent l'environnement et les fonctionnements des médias indépendants dans 80 pays, pour certains desquels, dont le Mali, quatre enquêtes barométriques ont été menées de 2005 à 2012.

¹² Les résultats de cette étude ont été rendus publics lors d'un atelier le 29 août 2017, et ont été largement repris par la presse durant la période coïncidant avec la collecte des publications.

1.3. Analyse des marchés de la presse malien et ivoirien.

La méthodologie conçue pour dresser l'état des lieux de la presse ivoirienne est très différente de celle conçue pour l'analyse de la presse malienne. Internet a notamment été une source très importante de documentation pour les médias ivoiriens, alors que la presse malienne a été d'abord, et essentiellement, abordée à travers ses publications imprimées. De ce fait, les résultats ne sont pas totalement superposables, et les comparaisons doivent être relativisées. Pour autant, toutes les sources mobilisables (journaux imprimés, études et données de tirages et d'audience, sites online) ont été utilisées dans les deux études de cas. L'ancrage plus prononcé des médias écrits ivoiriens dans un esprit urbain, sensationnaliste et dans le numérique ne peut de ce fait être attribué à un simple biais méthodologique (sources papier plus conventionnelles, sources online plus modernistes). L'esprit politique partisan de nombreux grands quotidiens est commun aux deux offres de presse. Pour les autres publications, les différences constatées relèvent d'un réel différentiel culturel entre les deux pays, qui se traduit par la chronologie de création des journaux imprimés dits spécialisés, et le développement d'une offre magazine plus étoffée et plus sophistiquée en Côte d'Ivoire.

Les deux marchés sont très différents en termes de structuration, de positionnement, d'adéquation aux attentes du lectorat et d'usage des outils multimédias. Pour schématiser, la presse ivoirienne montre à un stade plus avancé des mécanismes encore émergents au Mali. Pour ce qui relève de la segmentation du marché et de l'usage des TIC, il s'agit plutôt d'une évolution plus ancienne et ainsi plus aboutie ; pour ce qui relève du contenu et des références, il s'agit d'une culture à la fois plus ouverte sur l'international et plus assumée/extravertie. La relation des deux systèmes de presse à la documentation scientifique doit être analysée en tenant compte de ce contexte.

1.4. Vocabulaire journalistique employé

Le vocabulaire journalistique utilisé dans le rapport s'est appuyé sur le *Vocabulaire de la presse* disponible en ligne¹³, qui cite lui-même comme source principale : *Ouvrir mon quotidien*, Corinne Chuard, éd. LEP / CIIP, 2009

¹³ https://edu.ge.ch/co/sites/default/files/atoms/files/mi_vocabulaire_de_la_presse.pdf

2. Résultats détaillés.

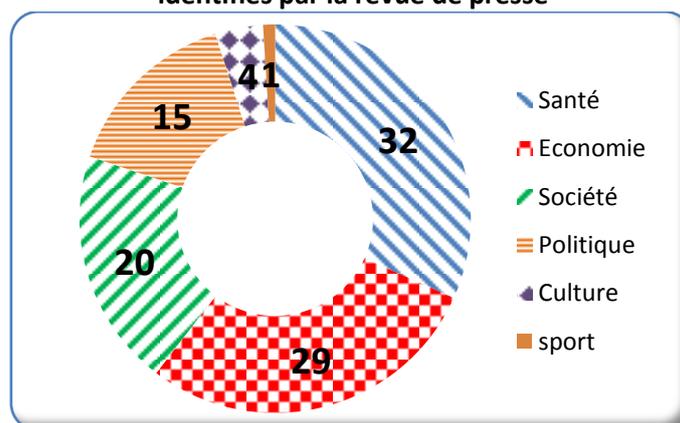
2.1. La presse malienne produit peu d'articles de type scientifique, et utilise les données disponibles diversement selon l'orientation journalistique des articles.

Sur 242 éditions trouvées en kiosque en deux semaines, soit plus de 2 500 pages imprimées, seulement 101 articles pouvant être considérés comme utilisant, à divers degrés, une documentation ou des données de type scientifique, ont pu être trouvés. Les signatures indiquent que le tiers des articles a été rédigé par des journalistes étrangers (et repris sur des sites de presse par les journaux maliens). Environ trente articles ont été rédigés par des journalistes maliens.

2.1.1. Tous les domaines sont potentiellement sujets à articles à tonalité scientifique

Les données en relation avec la démarche scientifique s'inscrivent dans tous les domaines importants pour la presse, avec néanmoins de fortes différences selon les domaines et le type de journaux. L'étude montre une cohérence interne entre la revue de presse et les entretiens avec les journalistes. La santé, l'économie et les faits de société¹⁴ sont les principaux domaines où le journaliste a recours à la recherche et/ou à une documentation.

Répartition selon le domaine des 101 articles à 'tonalité scientifique' identifiés par la revue de presse



Les thématiques sont assez transversales selon le type de journal.

	Santé	Economie	Société	Politique	Culture	Sport	Total
Quotidiens	15	12	10	8	3	1	48
Bihebdomadaires	5	6	4	4	1	0	20
Autres périodiques d'information générale	12	10	6	3	0	0	31
Journaux sportifs	0	0	0	0	0	0	0
Magazines	0	1	0	0	0	0	1
Total	32	29	20	15	4	1	101

La tonalité des articles est la même selon le type de journal, ce qui correspond au positionnement assez transversal. Le plaidoyer est la composante principale (la moitié des articles pour chaque type de journaux), ce qui résonne avec les missions de sensibilisation et d'adresse aux institutions que s'assignent les journaux. La tonalité varie revanche selon le sujet : le 'bien public' concerne presque

¹⁴ Rappel : nous avons repris ce domaine d'intérêt puisqu'il correspond à la segmentation des journalistes eux-mêmes

exclusivement la santé (où la production de données s'accompagne systématiquement de conseils aux lecteurs ou à des opinions), l'idéologie relève surtout du champ politique.

Répartition des 101 articles selon la tonalité et le type de journal

	Plaidoyer	Données brutes	Bien public	Idéologie	Total
Quotidiens	29	11	5	4	49
Bihebdomadaires	9	6	4	1	20
Autres	14	7	10	0	31
Magazines	0	1	0	0	1
Total	52	25	19	5	101

La tonalité du discours varie surtout selon le domaine traité, avec une forte rémanence de la mission de sensibilisation/plaidoyer revendiquée par la presse.

Répartition des 101 articles selon le domaine et la tonalité

	Santé	Economie	Société	Politique	Culture	Sport	Total
Plaidoyer institutionnel	14	16	14	6	2	0	52
Données brutes	0	12	5	6	1	1	25
Bien public	18	0	1	0	0	0	19
Idéologie	0	1	0	3	1	0	5
Total	32	29	20	15	4	1	101

2.1.2. Les modes de production d'articles et l'usage concret de la documentation varient très sensiblement selon le domaine

a. Dans le domaine de la santé, la presse parvient, à travers les sources disponibles, à maîtriser la production d'articles et répondre à ses objectifs, au besoin via les publications étrangères.

La santé constitue le principal domaine d'usage de données scientifiques avec 32 articles/101. Ces articles sont majoritairement des reprises d'articles publiés dans d'autres publications (envoyés par des partenaires ou plutôt, plausiblement, trouvés sur internet). 15/32 ne sont en effet pas signés, trois autres portent des signatures/références non maliennes : Julie Essiam, Shamas Ur Rehman Toor, site topsante.com.

La santé est essentiellement médicale. La moitié (17/32) aborde des pathologies spécifiques et tend à informer le lectorat des symptômes, des causes, parfois du traitement : kyste ovarien, autisme, choléra, paludisme, hypertension, polyarthrite, leishmanioses, tumeurs, santé bucco-dentaire. Les sources, sont vraisemblablement des études épidémiologiques ou cliniques. Quatre articles traitent de la médication, un de la sensibilisation. Trois articles abordent des questions de modes de vie liées à la santé (avec un lien avec des sujets de société) : assainissement, stress, accidents de la route, sexualité. Cinq abordent la sécurité alimentaire, la malnutrition ou la mortalité infantile liée à la pauvreté et analysent ainsi la santé dans le champ socioéconomique.

Le lien entre santé et protection sociale n'est jamais posé dans ces articles, qui n'ont pas vocation à portée politique stricto sensu mais visent souvent plutôt les populations elles-mêmes. Seule une minorité d'articles, qui abordent la sécurité alimentaire, la malnutrition ou la mortalité infantile liée à la pauvreté, analysent la santé dans le champ socioéconomique via des rapports OMS, OCHA et ONG.

b. Dans le domaine économique, la presse montre un intérêt marqué pour la science mais des limites dans l'appropriation de la documentation, y compris scientifique.

L'économie constitue avec la santé le principal domaine d'usage de données scientifiques avec 29 articles sur 101. Dans le domaine de l'économie, la documentation est utilisée pour informer son lectorat voire avoir une action de plaidoyer sur la croissance et les secteurs économiques, l'environnement financier et économique national et international, minoritairement sur l'économie des ménages. Ces articles sont majoritairement des articles signés par les journalistes des réactions des journaux. 4 sont des reprises d'articles publiés dans d'autres publications (et trouvés sur internet plausiblement) 3/29 ne sont pas signés. Les sujets abordés dans ce domaine sont très variables. La quasi-totalité de ces articles s'appuie quasiment exclusivement sur des rapports/données statistiques, issues des institutions, des acteurs économiques majeurs voire de la recherche... dans un cas spécifique qui concerne une étude sur la presse elle-même, et abondamment reprise par cette dernière. Quinze articles traitent des domaines économiques : croissance, emploi, agriculture (deux articles seulement), développement industriel, énergie, chantiers d'habitat, orpaillage, propriété intellectuelle, économie de la presse malienne (trois articles), spéculation foncière. Huit articles portent sur l'environnement financier et économique national et international : recettes publiques, développement, politique africaine de développement, questions monétaires et bancaires de la CDEAO et de l'UEMOA. Enfin, six articles abordent l'économie des ménages : micro-finances, femmes dans l'économie, hausse des prix et marchés des produits de consommation courante (poisson, essence).

Néanmoins, les journalistes avouent peiner lorsqu'il s'agit de reformuler ou traduire en langage commun la documentation trop scientifique (très mathématique pour le secteur économique notamment), et lorsqu'ils tentent eux-mêmes de produire des données par investigation, leur faiblesse méthodologique voire déontologique apparaît clairement (y compris collusion entre ressenti personnel et perception des masses).

c. Dans le domaine des faits de société, la presse montre un besoin d'articuler la documentation scientifique avec ses autres méthodes d'investigation, et ainsi un fort besoin de vulgarisation scientifique

Les sujets abordés sont souvent polémiques (les questions de genre, les droits de l'homme, les migrations) et fournis par l'actualité des ateliers, en utilisant les discours et les rapports produits dans ce contexte. Les bihebdomadaires et hebdomadaires fournissent les articles les moins liés aux grands ateliers, sur des sujets plus innovants (déscolarisation, scolarisation des filles, pauvreté rurale, déboisement, facteurs culturels de la malnutrition, enfants-esclaves), avec des articles globalement de meilleure qualité que leurs confrères des quotidiens sur la reprise des ateliers.

d. Dans le domaine politique, la presse montre un très faible intérêt pour la recherche scientifique.

Force est de constater que science et politique ne font pas bon ménage dans la presse écrite malienne. Dans le domaine de la politique, et bien que celle-ci occupe une large partie des tribunes de la presse (vocation des journaux, nombre de pages, implication de compte-rendu, de commentaires, d'opinion voire de parti-pris), la science, et notamment les sciences politiques/la politologie sont singulièrement absentes, avec seulement 15 articles recensés par la revue de presse. La plupart des articles qui rentrent dans ce créneau sont des articles puisés dans la presse internationale (française notamment) ou très marqués par l'idéologie et suspects de manipulations de données. Seules quelques signatures maliennes ressortent comme productrices d'articles qualitatifs ou intéressants du point de vue de la science politique, et à noter, presque exclusivement dans des bihebdomadaires et hebdomadaires.

Sur les quinze articles, neuf ont été occasionnés par une actualité très spécifique, dont six retracent l'histoire politique malienne depuis l'indépendance (à l'occasion du 22 septembre, date anniversaire). Trois articles établissent le bilan de l'action gouvernementale après quatre ans de

présidence du Président Keïta ; ils se situent dans une série bien plus vaste d'articles, une grande partie des journaux ayant traité ce sujet, quasiment tous de façon partisane (en faveur ou non de l'actuel Président), néanmoins la plupart se résument à des données brutes et à des opinions, voire dans un cas à une assez manifeste manipulation des chiffres pour un article d'*Info-Matin* (dont le directeur de publication se trouve être également porte-parole du Gouvernement). Les trois retenus par la revue de presse se distinguent par une tentative d'analyse plus développée, qui demeure néanmoins très anecdotique (absence de sources des données, fournies ex-cathedra). Quatre articles reprennent des rapports d'investigations menées par des structures non institutionnelles sur la corruption (*Le Point* du 11), la citoyenneté (*22 Septembre* du 25, non signé), la sécurité civile (*L'Aube* du 11) et les droits de l'homme (source AFP). Deux articles abordent la sociologie électorale française ; ils portent des signatures françaises et sont publiés tels quels par *Les Echos*.

Si l'on considère de plus que le domaine de la politique s'articule normalement avec les autres, notamment (pour ce qui intéresse particulièrement cette recherche) du fait des politiques publiques (sanitaires, agricoles, etc.), la documentation sur ces dernières semble être. Le lien entre santé et politiques sanitaires ou de protection sociale n'est jamais posé dans ces articles à vocation 'scientifique'.

e. Dans le domaine de la culture, la presse montre un moindre intérêt pour la recherche scientifique mais se l'approprie plus facilement sous l'angle de la vulgarisation.

La culture est très minoritaire, surtout le fait des quotidiens (3 articles sur 4, le 4^{ème} étant publié par un bihebdomadaire). A part un article en ligne signé futura-sciences.com, tous sont signés par des journalistes maliens. Ils portent sur l'astronomie, un monument malien, un fait archéologique et, pour l'article retenu, le patrimoine archéologique et culturel chinois.

2.1.3. La qualité 'scientifique' des articles est globalement faible.¹⁵

La qualité des articles a été définie ad hoc dans le cadre de cette recherche, sur quatre critères : l'inscription dans la recherche, la présentation des données et des méthodes, l'argumentation de la réflexion, enfin la citation des sources. La qualité journalistique n'a pas été considérée pour la sélection des articles, d'une part car elle n'entraîne pas en ligne de compte, d'autre part du fait que ce type d'évaluation aurait été extrêmement subjectif. En revanche, lors de l'analyse de certains articles, il est intéressant de mettre en relation la qualité scientifique avec la démarche journalistique, l'intention, le ton et les commentaires des journalistes.

La moitié des articles utilise 'mal' le matériau scientifique : données non présentées ou imprécises, faible niveau d'analyse, absence de citation des sources.

Distribution de la qualité scientifique des articles selon le domaine

	++	+	% ++/+	+/-	-	Total
Santé	9	10	60%	4	9	32
Economie	3	11	45%	10	6	29
Société	3	3	30%	7	7	20
Politique	3	2	33%	6	3	15
Culture	1	2	75%	0	1	4
Sport	0	0	0%	0	1	1
Total	19	28	47%	27	27	101

¹⁵ Les segmentations et corrélations établies sur un nombre total de 101 articles ne permettent de fournir que des résultats très tendancieux et indicatifs.

a. Exemple d'article s'inscrivant positivement dans l'ensemble de ces critères : un article publié par 26 Mars traite du pillage du patrimoine archéologique malien :

- Il est signé par un journaliste,
- Il s'inscrit plutôt dans l'investigation documentaire que dans la recherche stricto sensu, néanmoins il présente des données scientifiques (historiques, archéologiques) de façon objective. Le commentaire purement journalistique est peu présent et surtout posé en introduction et en conclusion de l'article, dont le corps est uniquement constitué de données argumentées.
- Les données présentées sont multiples et complètes : origines de la ville de Djenné-Djeno, début des fouilles archéologiques, nombre de sites répertoriés et pourcentage de sites 'visités', date du début des pillages de grande ampleur au Mali, détérioration d'autres sites spécifiques par des pilleurs, type d'œuvres pillées, prix des œuvres volées à l'achat et en revente sur le marché européen, structuration de la filière, référence aux collections du Musée Dapper, relation d'une saisie d'œuvres pillées à Mopti ;
- L'argumentation est fondée à la fois sur l'analyse de la filière, l'évolution historique de l'ampleur des pillages, les méthodes de ralliement des populations villageoises au pillage, et au final sur l'incapacité du Mali à conserver voire racheter son patrimoine ;
- L'article cite précisément plusieurs références et sources : rapport OIPC-Interpol de 1993, rapport du Musée national du Mali non daté mais présentant des faits de 1989-1990, deux textes de lois relatives à la promotion du patrimoine et la définition de négociant en biens culturels.

« C'est à partir des années 70 que ce phénomène a pris une ampleur considérable. Aujourd'hui, devant la rareté de tels trésors, les « fouilles » et le « marché » se sont réorientés et ont pris une importance inquiétante. » [« Pillage du patrimoine culturel au Mali – Notre identité aux enchères », 26 Mars, 18/09/2017]

b. Deux articles traitant de données épidémiologiques respectent **diversement ? peu ces mêmes critères de qualité.**

Un article publié par Les Echos traite de l'impact du paludisme sur les économies africaines :

- Il n'est pas signé par un journaliste, mais s'apparente plutôt à une tribune cosignée par deux personnalités du monde économique (Julie Essiam, d'Ecobank-ALMA, et Joy Phumaphi, secrétaire général de l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme) ;
- Il s'inscrit dans un plaidoyer, néanmoins la démonstration repose sur des données épidémiologiques et économiques de type clairement scientifique ;
- Les données présentées sont multiples : prévalence, taux d'incidence et mortalité liée au paludisme, pays les plus ou moins touchés, causes identifiées des évolutions (diminution de la part des consultations de patients externes liées au paludisme au Sénégal, rôle des OMD) ;
- L'argumentation est fondée sur une articulation des pertes humaines et économiques, au service d'une action et avec une évidente intention de communiquer sur les institutions auxquelles appartiennent les deux rédacteurs ;
- L'article ne cite pas les sources des données épidémiologiques, en revanche cite la source de l'information centrale de la démonstration.

« En 2015, environ 212 millions de personnes ont contracté le paludisme dans le monde entier, 47% des cas relevaient de six pays africains. Les estimations font état de 429 000 décès (...) 92% de ces décès se produisant en Afrique et 40% dans deux pays seulement : le Nigéria et la RDC. Dans beaucoup de pays africains, le paludisme retranche chaque année un point de pourcentage à la croissance du PIB. (...) Les estimations de l'équipe du consensus de Copenhague montrent que chaque dollar investi dans l'éradication du paludisme rapporte 36 \$ en retombées économiques. » [« Santé – S'unir contre le paludisme », Les Echos, 12/09/2017]

Sur le même type de données, un article de faible qualité scientifique, publié par L'Indicateur du Renouveau présente également les données relatives à la mortalité du paludisme, mais dans une tout autre perspective :

- Il est signé par des initiales ;
- Il s'inscrit dans un compte rendu d'actualité, le don de la Chine de 400 millions de FCFA de médicaments antipaludiques au Mali ;
- Les données présentées sont de type unique : les grands chiffres du paludisme ;
- L'argumentation est fondée sur une illustration de l'ampleur du phénomène qui justifie et valorise le don qui fournit le sujet principal de l'article
- L'article ne cite pas la source scientifique de ces données épidémiologiques, mais cite la personne qui les cite, à savoir le représentant du donateur.

« Le conseiller économique et commercial de l'ambassade de Chine au mali (...) à l'en croire, en 2015, 212 millions de personnes ont contracté le paludisme avec 429 000 décès constatés dans les structures de santé, majoritairement des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes. Il a estimé que 80% des cas sont enregistrés en Afrique subsaharienne. » [« Santé publique – La Chine offre au Mali des antipaludiques pour 400 millions F CFA », L'Indicateur du Renouveau, 25/09/2017]

c. Droits de l'homme : quatre traitements très différents d'un rapport d'enquête de Human Rights Watch

Quatre articles publiés entre le 11 et le 13 septembre (dont trois dans des quotidiens) sont basés sur le même rapport de Human Rights Watch, qui suite à une investigation de terrain et par téléphone a, le 8 septembre, accusé des éléments de l'armée malienne de tortures et de 27 disparitions, et a dévoilé l'existence de fosses communes contenant les dépouilles de 14 personnes. Selon l'éclairage que chaque journaliste veut donner (réfutation des conclusions du rapport ou adhésion), il utilise très différemment les données. La 'qualité' des articles est plutôt faible mais augmente avec le degré d'adhésion à la documentation.

L'article du Soir de Bamako est plutôt axé sur une réfutation du rapport et reprend très peu les données de RHW, cause du débat.

Ce journal présente surtout des commentaires sur le rapport de HRW, ceux de la directrice des recherches sur le Sahel auprès de la division Afrique de HRW, et face à eux ceux d'un colonel de l'armée malienne et d'un ministre, qui dénoncent le rapport.

- L'article est signé ;
- La source est citée, mais l'article ne présente que partiellement les données (il ne mentionne pas le nombre de personnes interviewées, ni les fosses communes) ;
- Les données sont présentées sans argumentaire et sont notamment réfutées par les officiels, ce qui fournit globalement le ton du rapport ;

« ... sur les zones où HRW prétend avoir mené les enquêtes dont les résultats ont conduit à la confection de son rapport (...) C'est à se demander si réellement les représentants de HRW sont bien au parfum de ce qui se passe sur le terrain. » [« Violation des droits de l'homme – Quand Human Rights Watch accuse sans preuve », Le Soir de Bamako, 12/09/2017]

L'article de L'Indicateur du Renouveau véhicule ces données comme des hypothèses, sans prendre position et les données sont posées comme des suppositions.

- L'article est signé par des initiales ;
- Les données sont présentées de façon concise, date des opérations militaires, fosses communes ayant contenu les cadavres d'au moins 14 personnes, 27 cas de disparition forcée, HRW a interrogé 48 personnes ;
- Le journal présente le débat politique autour du rapport et les opinions des deux 'camps'.

« L'organisation de défense des droits humain HRW dit avoir mené une mission de recherche de 10 jours (...) Les autorités militaires attendent de HRW des « preuves irréfutables » (...) selon certains observateurs, il faut prendre avec prudence ces rapports sur l'armée, sans toutefois les rejeter. » [« Violation des droits de l'homme par les militaires – Human Rights Watch accuse, l'armée demande des preuves », L'Indicateur du Renouveau, 11/09/2017]

L'article de Dougouba Kônoko adhère manifestement aux conclusions du rapport de RHW et les données sont plus détaillées.

- L'article n'est pas signé mais la source (HRW) est indiquée à place du nom du rédacteur,
- Les données sont similaires à celles détaillées : dates des opérations militaires, lieux, types de personnes concernées, chiffres, groupes rebelles, communautaires et de la force d'Etat concernés ; fosses ayant contenu les cadavres d'au moins 14 personnes, 27 cas de disparition forcée ;
- La méthode d'investigation est présentée de façon détaillée (date, méthode, échantillon, HRW a interrogé 48 personnes) ;
- Le journal reprend les accusations de HRW et ses recommandations.

« Les abus qui se sont produits entre la fin de 2016 et juillet 2017 ont été documentés lors d'une mission de recherche de 10 jours au Mali en juillet et lors d'entretiens téléphoniques en août. D'après toujours le rapport, HRW a interrogé 48 victimes d'abus et témoins, ainsi que des responsables des communautés ethniques peul, dogon et bambara, d'anciens détenus, des agents du gouvernement local, des membres du service de sécurité et du système judiciaire, et des diplomates étrangers. » [« Rapport de Human Rights Watch – Les militaires maliens et burkinabés épinglés. », Dougouba Kônoko, 13/09/2017]

L'article du Républicain offre une large tribune à l'enquête de HRW, mise en perspective avec d'autres sources documentaires.

- Deux articles complémentaires occupent une pleine page, et sont signés par le même journaliste ;
- La méthode d'investigation de HRW et les données du rapport sont très détaillées ;
- L'article présente de plus :
 - o les termes du droit international qui régit le cadre des interventions des forces armées ;
 - o les accusations du HRW à l'encontre des groupes djihadistes et de leurs exactions, dont les exécutions sommaires de militaires de l'armée malienne ;
 - o les accusations de HRW et les questions adressées à l'Etat malien.

« Le gouvernement malien insensible à ces crimes ? HRW indique que toutes les parties au conflit armé malien sont liées par l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 et par d'autres traités et articles du droit de la guerre (...) « Le Mali est un Etat parti au Statut de Rome, qui régit la Cour pénale internationale », soutient HRW « 17 membres de ma communauté ont disparu, mais les gens sont trop terrifiés pour en parler. Le comportement des deux armées a renforcé le mouvement djihadiste. Certains jeunes l'ont rejoint après avoir vu leurs pères torturés et leurs frères disparaître. » [« Violations graves des droits de l'homme – Human Rights Watch accuse l'armée malienne de « meurtres extrajudiciaires » et de tortures. », Le Républicain, 11/09/2017]

d. Développement : différentes utilisations d'un rapport de diagnostic communautaire et d'évaluation de projet de lutte contre la malnutrition infantile

Deux articles de taille comparable, publiés les 11 et 14 septembre dans un hebdomadaire et un bihebdomadaire, sont basés sur le même atelier de restitution d'une étude réalisée par Ifpri (International food policy research institute) pour le projet Promis, qui a posé des facteurs de malnutrition, le fonctionnement de la sensibilisation communautaire et de la prise en charge des enfants dépistés, les compléments alimentaires distribués, l'impact des interventions.

Selon l'éclairage que le journal veut donner, il utilise très différemment les données : faible qualité scientifique, néanmoins corrélée avec le ton journalistique : réfutation ou au contraire adhésion aux conclusions du rapport.

L'article du Prétoire : l'accent sur les données techniques.

- L'article est signé par un journaliste malien ;
- Il est entièrement consacré aux données de la lutte contre la malnutrition : ampleur et résultats du dépistage initial, mise en place des groupes de soutien communautaire (GSAN), présentation du supplément nutritionnel SQ-LNS, formation des acteurs sanitaires, facteurs de malnutrition identifiés ;
- La présentation du projet lui-même reste succincte.
« Au-delà des réalisations du projet plusieurs barrières persistantes ont été notées par le projet. Elles ont trait au recours à la médecine traditionnelle, l'inaccessibilité logistique et financière des centres de santé, l'occupation des mères, etc. » [« Prévention de la malnutrition infantile à San et à Bla – le projet Promis dépiste plus de 400 mille enfants en deux 2 ans. », La Prétoire, 11/09/2017]

L'article de L'Œil du Mali : l'accent sur les bons résultats du projet.

- L'article est signé par un journaliste malien ;
- Il est entièrement consacré au rapport des activités réalisées par le projet, à ses bons résultats exprimés par le ministère de la Santé et le partenaire financier ;
- L'ensemble des données est présenté en ce sens, de façon descriptive et de ce fait avec une perte de l'aspect scientifique.
« Dans sa présentation, le Dr Marie Diakité a souligné que Permis a réalisé des « résultats probants (...) Aussi, il a été organisé des formations en actions essentielles en nutrition en hygiène et l'utilisation du SQ-LNS (supplément nutritif à base de lipides) pour 124 agents de santé, 114 agents de santé communautaires, 1344 relais communautaires et 12 radios communautaires. De même, ces causeries et recommandations pour le changement ont été tenues avec 1440 cartes conseil disséminées. » [« Districts sanitaires de San et Bla – Faire la restitution de la prévention de la malnutrition infantile. », L'œil du Mali, 14/09/2017]

2.2. Les journaux les plus utilisateurs de documentation scientifique sont le produit d'une évolution de la presse.

2.2.1. Les quotidiens produisent la majeure partie des articles, mais pas toujours les articles les plus scientifiques

Les neuf quotidiens sont les principaux utilisateurs de données de type scientifique ; bien que peu nombreux (9% des titres), ils fournissent le tiers des éditions disponibles en kiosque et la moitié des articles recensés. Tous ces journaux ont une vocation d'information généraliste et ont publié des articles à tonalité scientifique (presque 6 en moyenne), avec de fortes variations selon le titre. Le Républicain n'en a publié que 2, Les Echos 11, mais sur ces derniers, 8 ont des signatures étrangères ou sont non signés (ce qui traduit souvent une reprise de dépêche ou d'article trouvé en ligne).

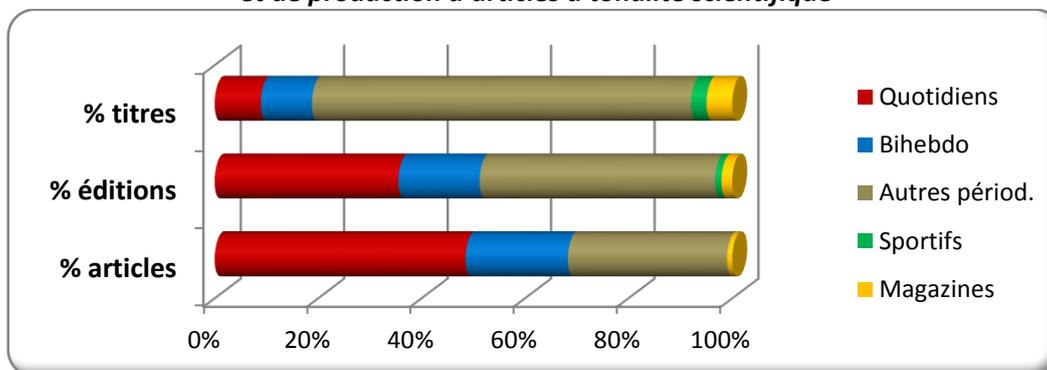
Les dix bihebdomadaires sont également utilisateurs (10% des titres, 16% des éditions et 20% des articles). Tous ont publié au moins un article du corpus 'scientifique', *Le 22 Septembre* en a publié cinq, *Inf@sept* trois, la plupart de autres deux).

Les autres périodiques (dont hebdomadaires) qui représentent les trois quarts des titres et la moitié des éditions, ne fournissent que le tiers des articles. Sur 74 journaux hebdomadaires ou à parution moins fréquente collectés, seulement 23 ont publié au moins un article du corpus. *Espace Santé* en a publié cinq, quatre journaux en ont publié deux, les 18 autres un seul.

Corpus identifié par la revue de presse et fréquence de publication selon le type de journal

	Titres disponibles en kiosque 11 - 25 septembre	Nb d'éditions trouvées sur 2 semaines	Articles comportant au moins un type de données	Nb d'articles documentés par édition
Quotidiens	9	86	49	0,6
Bihebdomadaires	10	38	20	0,5
Autres périodiques	74	110	31	0,3
Sportifs	3	3	0	0
Magazines	5	5	1	0,2
Total	101	242	101	0,4

Poids relatif de chaque type de journal en termes de titres, d'éditions et de production d'articles à tonalité scientifique



A noter que le nombre d'articles rapporté au nombre de pages publiées (16 à 28 pages pour les quotidiens, 8 à 12 pages pour la majorité des autres publications) monterait des écarts moins marqués.

Certains journaux ont plus publié d'articles sur la période. 9 journaux ont publié à eux seuls la moitié des articles (48). Il s'agit essentiellement de sept quotidiens : Les Echos (11), L'Essor (6), L'Indépendant (6), Info Matin (5), Nouvel Horizon (5), Le Soir de Bamako (5), L'Indicateur du Renouveau (6), d'un bihebdomadaire : 22 Septembre (5, dans la seule édition du 25/09), enfin d'un hebdomadaire : Espace Santé (5, dans la seule édition du 18/09).

La qualité scientifique des articles sont le fait de tous les types de journaux et ne sont pas corrélés à la fréquence de parution.

Distribution de la qualité scientifique des articles selon le type de journal

	Nombre d'articles	Niveau de qualité scientifique				
		--	-	++/+	+	++
Quotidiens	49	33%	24%	42%	24%	18%
Bihebdomadaires	20	40%	30%	30%	10%	20%
Autres publications	32	13%	28%	60%	44%	16%
Total	101	27%	27%	47%	28%	19%

2.2.2. Les journaux plus spécialisés sont également ceux qui font le plus volontiers recours à la documentation de type scientifique.

a. La presse généraliste, historiquement institutionnelle, reste axée sur le compte rendu de l'agenda du débat des acteurs politiques.

La presse écrite nationale est exclusivement francophone. Les journaux connaissent souvent mal leur lectorat, historiquement centré sur les milieux politiques, intellectuels et économiques, soit un auditoire essentiellement bamakois et masculin¹⁶. Ses attentes portent d'après les journalistes sur la politique, l'économie, la santé et les faits de société. La plupart des journaux se déclare généraliste, et l'actualité nationale, voire bamakoise, occupe une large place des tribunes. Les journaux ont dans cette optique une double vocation. D'une part, il s'agit de rendre compte des événements du débat politique et de l'actualité institutionnelle, de l'évolution des grandes problématiques (insécurité, pauvreté, faiblesse des services aux usagers, inerties culturelles), où la presse se donne volontiers un rôle d'édification, de plaidoyer et de sensibilisation. D'autre part, il s'agit d'aborder des aspects plus familiers, pratiques, quotidiens (faits divers et incidents, conseils pratiques d'hygiène et de santé), avec des domaines d'intérêt souvent dans le factuel.

« L'Essor c'est un journal généraliste. Les gens lisent le journal pour plusieurs raisons. Il y a une bonne partie du lectorat qui achète journal pour les annonces, les avis de recrutement, d'appels d'offres. Il y en a certains qui achètent pour les faits divers. Certains achètent pour les informations générales. Certains achètent surtout pour le sport. C'est pour ça qu'on consacre deux pages au sport. Généralement, ce qui intéresse les gens, c'est les problèmes au sein de l'Adema par exemple ou bien aussi de tel parti politique. On menait l'enquête et on allait vers eux, les différents protagonistes. Ou bien il y a la conférence nationale du MPR, peut-être il y a des problèmes là-bas. C'est ça qui les intéresse. L'économique, c'est la situation économique et puis la situation du Trésor, les mines. Il y a la vie des industries, les usines, s'il y a un problème dans les usines, les travailleurs sont en grève. Les propriétaires des usines, comme c'est dans le privé aujourd'hui, ils peuvent licencier à tour de bras. Si je parle de faits de société, ça peut être même la circulation. La circulation a été bloquée hier pendant une bonne partie de la journée, pourquoi ça été bloqué, ça intéresse les gens. Les faits de société aussi, même les mariages, les phénomènes des mariages à la veille du mois de ramadan. On fait des reportages sur ça. »
Dir.pub., quotidien 1

« Ce que je traite c'est d'abord les politiques publiques dans le domaine économique, c'est les relations avec les banques, les relations des banques au sein de la société c'est un peu de façon macro, un peu les impacts des grandes décisions, moi-même j'ai beaucoup travaillé sur l'Organisation mondiale du Commerce, sur la CDEAO, sur l'UEMOA. »
Dir.pub., quotidien 2

« On traite tout ce qui se rapporte à l'économie, surtout les finances. Finances de banque, gestion, développement, tout ce qui touche à l'économie quoi. »
Journaliste économie, quotidien 1

b. Internet surtout, et les radios, ont participé à une évolution du marché de la presse écrite

Il y a dix ans, la presse écrite malienne était largement imprimée et s'enorgueillissait d'être abondamment reprise par les radios et de sa diffusion sur Internet. Une décennie plus tard, ces mêmes médias ont eu un impact complexe. Internet est devenu un canal très important de diffusion de la presse. La liste de 2013 ne comptait que deux journaux en ligne, alors que l'annuaire des médias a recensé 34 sites en 2016, parmi lesquels une dizaine de titres qui ne semblent pas vendre de version imprimée (le JSTM par exemple, qui ne figure pas dans cette liste car il a été créé postérieurement au recensement, publie uniquement en ligne). Une dizaine de journaux imprimés ont un site spécifique parmi lesquels quatre journaux approchés lors de l'étude : *L'Essor*, *Les Echos*, *le Journal du Mali* et *Zénith-Ballé*. Enfin, une quinzaine de sites de presse se sont rapidement

¹⁶ « Résultat essentiel: La lecture des journaux est jusqu'à aujourd'hui une affaire d'hommes, la presse est lue principalement au sein des classes éduquées et seulement dans les zones urbaines du pays, en particulier dans la capitale Bamako. », *De l'utilisation des médias au Mali*, MiCT et Friedrich Ebert Stiftung, 2015, p. 37.

développés (pour ceux à plus forte notoriété : Maliweb, Malijet, Maliactu.net, Kunafoni.com, site qui délivre l'information institutionnelle). Internet offre au lecteur l'actualité immédiatement accessible, la pluralité d'un kiosque international, la gratuité et la convivialité de la consultation sur Smartphone. Un certain lectorat régional consulte aujourd'hui en ligne.

« On est repris sur Maliweb, nous avons également notre propre site. » Dir.pub., bihebdo 2

La presse écrite, imprimée ou en ligne, est largement reprise par les radios, en français et plus souvent en langues nationales, ce qui assure une diffusion à un plus large public, notamment plus populaire et/ou dans les régions. Les radios offrent en plus du contenu des articles des commentaires sur un ton radiophonique tantôt très sérieux voire polémique, tantôt très convivial, selon les stations et les émissions. De plus, les radios sont interactives, et notamment beaucoup d'émissions incluent des séquences de dialogues avec les auditeurs au téléphone. La presse écrite, surtout lorsqu'elle reste lénifiante ou prophétique, maintient plutôt son lectorat en position passive et sans capacité de juger de la fiabilité de l'information délivrée.

« Nous, la spécificité que nous avons c'est que nous avons 11 radios dans les régions qui nous reprennent. » Dir.pub., quotidien 2

« Beaucoup de gens écoutent la radio plutôt que de lire, ça demande moins d'effort, et c'est plus vivant » Dir.pub., bihebdo 1

Cette évolution a fourni une ouverture au lectorat, schématiquement, à d'autres informations via Internet, à d'autres modes de communication de l'information via les radios.

Aussi bien l'analyse de la littérature que les commentaires des interviewés indiquent qu'une partie du lectorat malien est devenue aujourd'hui plus exigeante que les journaux qu'ils lisent, et via le contexte concurrentiel plus tendu, leur impose des lignes éditoriales et une cohérence plus claires, ainsi que plus de garantie sur la fiabilité des informations délivrées¹⁷.

Le lectorat se féminise, et les femmes achètent plus souvent qu'auparavant le journal elles-mêmes, avec (selon les journalistes) un intérêt pour les faits divers.

« Les gens qui achètent pour les faits divers surtout, c'est surtout les femmes. Elles achètent le journal elles-mêmes, pour les faits divers. L'information générale intéresse les fonctionnaires, les chefs d'institutions de l'Etat, les partenaires techniques et financiers. Le sport, ça c'est tout le monde. » Dir.pub. quotidien 1

L'intérêt du lectorat et de la presse pour l'actualité étrangère émerge, notamment au niveau sous-régional (CDEAO, UEMOA), avec l'apparition de rubriques 'international' ou 'monde' au sein de nombreuses rédactions, y compris des hebdomadaires de 8 pages.

« CFI¹⁸ avait fait un sondage d'audience, L'Indépendant occupait la 2^e place après L'Essor. On peut dire que l'indépendant est lu par toutes les couches sociales du Mali. Il y a d'autres enquêtes menées par des organismes internationaux, chaque année ils mènent des sondages. » Journaliste santé, quotidien 3

c. D'assez nombreux journaux affichent des positionnements plus pointus, plus rigoureux et/ou spécialisés

¹⁷ Si l'on se replace dans les termes de l'analyse des marchés, le fait que le consommateur soit plus « sophistiqué » et ainsi plus exigeant que l'offre à laquelle il a accès est symptomatique de marchés en mutation et notamment pour des produits de consommation courante destinés à la classe moyenne dans des pays émergents. La qualité des médias radios a certainement joué dans l'éducation de ce « consommateur » de presse.

¹⁸ Référence à l'*Etude d'audience télévision, radio et presse écrite au Mali*, Coopération Médias de Canal France International (CFI) à travers la Pan-African Field Force, 2010

Certains généralistes (quotidiens comme à plus faible fréquence de parution) se déclarent engagés dans une information plus rigoureuse, plus détachées du factuel et/ou de l'immédiateté, au service d'une plus grande rigueur. La pression concurrentielle implique pour les journaux dits 'sérieux' de renforcer cette qualité.

« L'Indépendant a commencé en 1994. Il y a assez longtemps. Et puis l'Indépendant, c'est une institution, ce n'est pas qu'un journal, c'est une institution dans laquelle tous les organes se retrouvent. C'est pour ça qu'on a du mal à nous situer parce que chaque pouvoir qui vient nous prend pour des opposants ou des emmerdeurs. Alors que ce n'est pas le cas. Nous, on laisse l'accès ouvert à tout le monde, pour pouvoir s'exprimer. C'est ça le journalisme, c'est de donner les informations en temps réel à tout individu que ce soit, toutes entreprises que ce soient, les autres institutions, que ça soit l'Etat ou la société civile, les ONG, les ambassades. Tout le monde peut venir à l'Indépendant pour donner des informations. Donc c'est pour ça qu'on nous appelle indépendant. J'avoue que ce n'est pas toujours facile pour nous, on a eu pas mal de problèmes du côté de la presse. On nous a montés les uns contre les autres. » Dir.pub. quotidien 4

L'hebdomadaire Midi-Info a choisi de privilégier l'information relative à la protection sociale.

« J'ai mon propre journal qui s'appelle Midi Info, c'est un hebdo d'information générale mais avec des articles régulièrement sur la protection sociale. Il est très rare que nous fassions un numéro sans parler de protection sociale ça c'est vraiment une spécificité de notre journal. » Dir.pub., hebdomadaire 3

Plusieurs journaux ont adopté un positionnement résolument axé sur les faits divers, parfois sensationnaliste. Ex. *Kabako*, *Kojugu*, *Dabaliban*, ont émergé, avec apparemment une certaine popularité, une forte audience et ainsi une forme de stabilité économique, qui semble symptomatique de l'évolution de la presse¹⁹.

Certains de ces journaux plus spécialisés, récemment créés pour certains, ont obtenu l'adhésion du public et un certain succès. *Inf@sept* a été créé en 2014 comme hebdomadaire et est devenu bihebdomadaire, ce qui indique sa bonne santé économique. *Espace santé* a été créé 2015, *L'Espérance* et *Les Secrets bancaires* en 2016, *L'Investigateur* et *Le Confident* en 2017.

Une étude réalisée en 2010²⁰ donnait pour la presse écrite les scores d'audience suivants : *L'Essor* 24%, *L'Indépendant* 14,6%, *Les Echos* 12,9%, *Info-Matin* 12,8%, *Nouvel Horizon* 11,3%, *Le Républicain* 10,4%, *Soir de Bamako* 9,9%, *Le Malien* (bihebdomadaire) 9,8%. Une étude similaire menée en 2015 donne pour chaque journal le pourcentage de personnes enquêtées l'ayant lu au moins une fois au cours des 3 derniers mois²¹ : *L'Essor* 25%, *L'Indépendant* 13%, *Les Echos* 11%, *Info-Matin* 17%, *Nouvel Horizon* 10%, *Le Républicain* 14%, *Soir de Bamako* 9%, *Le Malien* 8%, *Le Combat* 7%, *Le Scorpion* 5%, *Kabako*²² 10%²³. On note ainsi l'émergence d'un journal spécialisé dans les faits divers comme *Kabako* au niveau d'audience des grands quotidiens généralistes.

d. Parmi les périodiques, ce sont surtout les « spécialisés » qui s'intéressent à la documentation scientifique.

¹⁹ On notera les noms bambara de la plupart des journaux positionnés sur les faits divers voire le « sensationnel », qui témoignent de la recherche d'un lectorat moins élitiste, même si ces journaux sont rédigés en français.

²⁰ *Etude d'audience télévision, radio et presse écrite au Mali*, réalisée par la Coopération Médias de Canal France International (CFI) à travers la Pan-African Field Force, résultats publiés en ligne par *L'Indépendant* le 29/06/2010. L'article cite uniquement les 8 journaux les plus lus, par ailleurs, il ne fournit pas de descriptif de la méthodologie utilisée pour mesurer ces scores d'audience.

²¹ *De l'utilisation des médias au Mali*, MiCT et Friedrich Ebert Stiftung, 2015, p.38.

²² Le journal *Kabako* est un hebdomadaire ; il est cité comme tel dans *l'Annuaire des Médias* de 2017 et n'a publié qu'une édition par semaine pendant la période de collecte des publications.

²³ A noter que la cible de cette étude est très majoritairement bamakoise.

Les bihebdomadaires ont pour la plupart une vocation d'information généraliste, néanmoins certains d'entre eux (*Le Challenger*, *Le Forum*) se présentent comme des « journaux d'informations et d'échanges ». *Le Prétoire* et *Info@sept* se présentent comme « bihebdomadaire d'analyses et d'informations générale » ; le second, auparavant hebdomadaire, publie des informations sur le Mali et ses sept pays frontaliers.

Parmi les autres périodiques, dont essentiellement les hebdomadaires, les positionnements se sont diversifiés. Les journaux généralistes focalisent parfois sur la politique, avec des positionnements très divers. La plupart a vocation d'information générale, parfois à tonalité satirique (*Scorpion*, *Le Canard Déchaîné*) ou critique (*L'Humanité*, *Waati*). Quelques titres affirment des positionnements très spécifiques : *Les Secrets bancaires* se veut un « hebdomadaire d'information bancaire, économique et financière », *Le Confident* un « hebdomadaire d'enquêtes, d'analyse et d'informations générales », *L'Espérance* un « hebdomadaire d'enquêtes, d'analyse, d'investigations et d'informations générales », *Espace Santé* un « bimensuel d'information générale sur la santé ». *L'Investigateur* un « mensuel d'investigations et d'analyses »²⁴. La Une d'*Espace Santé* montre un esprit plus dans le sensationnel, avec des images chocs et très morbides, que dans un esprit « santé-bien-être ».

2.2.3. Bien que le contexte politique la garantisse dans certaines mesures, la liberté apparente de la presse est fragilisée par sa faiblesse économique, or de nouveaux modèles économiques émergent.

L'encadrement juridique a tardivement suivi le développement de la presse, et a été renforcé au cours de la décennie 2010²⁵. La loi portant régime de la presse et délit de presse date de 2000 (celle relative aux services privés de communication audiovisuelle de 2012) ; la loi modifiant celle portant création de la Haute Autorité de la Communication ne date que de 2015 ; enfin le Conseil d'éthique et de déontologie a été institué début 2018. L'étude de monitoring des médias réalisée sur le traitement des élections présidentielle et législative en juillet et août 2013, où il s'agissait d'évaluer l'occupation de l'espace médiatique réservée aux divers candidats²⁶, a montré l'impartialité des médias d'Etat, y compris *L'Essor* pour la presse écrite.

La faiblesse économique des organes de presse écrite joue beaucoup plus fortement sur la qualité journalistique. Ce phénomène a été abondamment étudié par la littérature : journalistes peu formés, sous-payés, articles de complaisance, chantage. La production et la publication de nombreux articles s'opèrent ainsi en dehors de toute déontologie et d'exigence déontologique, parfois au sein de journaux réputés sérieux :

- tantôt de façon consciente, selon les règles coutumières et informelles du griotisme ou du 'perdiemisme' précitées, de la part de journalistes potentiellement expérimentés mais corrompus ;
- tantôt de façon inconsciente, de la part de contributeurs à moindre expérience, certains avec le statut très imprécis de stagiaires et/ou laissés à eux-mêmes pour traiter un sujet qu'ils parviennent mal à maîtriser ou à en gérer les données.

La censure d'Etat peut s'exercer via les fonds d'aide à la presse alloués par la Haute autorité, sous une forme de chantage implicite.

²⁴ Ces désignations proviennent des journaux eux-mêmes, qui les affichent à la Une

²⁵ Malgré la loi sur le délit de presse et des arrestations de journalistes, peu de menaces physiques pèsent sur les journalistes, y compris d'opposition. Le Mali est classé 120^{ème} sur 184 pays.

²⁶ Financement principal OXFAM UK

« Chaque année, l'Etat octroie une aide de financement aux journaux. Parce que nous avons jugé que l'aide à la presse est assez peu élevée et qu'elle est distribuée injustement. C'est l'HARC, la haute autorité de la communication, qui s'occupe de la communication. Ça devait être distribué selon l'ancienneté et selon la crédibilité, c'est-à-dire, est-ce que c'est un journal qui paraît régulièrement, qui est financièrement stable, qui paie les impôts régulièrement. Mais ici, on s'est rendu compte que c'est plus par affinité. On est parents, donne-moi un peu, je te donne un peu. C'est le Mali qui marche ainsi. » Dir.pub. quotidien 3

La censure peut prendre d'autres formes, du droit de réponse à des démarches de contestation qui peuvent s'apparenter à de l'intimidation.

« Nous on veut vraiment faire en sorte que les gens dont on a parlé puissent corriger, on n'est jamais dans la critique stérile : « vraiment voici les failles, voici ce qui ne va pas sur votre business, voici ce qu'il faut corriger ». Donc on a ce ton-là, on se veut le plus indépendant possible et le plus courtois possible, souvent il faut vraiment mettre le ton pour que les gens comprennent, et ça fait notre force. Notre chance c'est que tous les leaders, tous les dirigeants font savoir qu'ils lisent Les Echos. Donc du coup quand on est dans ce genre de situations, ça donne lieu à des réunions, des interpellations. L'Anam, ils appellent pour dire « Non sur tel point vous avez exagéré », on demande « Est-ce que vous voulez un droit de réponse, est-ce que vous voulez que je fasse un rappel ? » Eux disent « S'il vous plaît on ne veut pas de polémique. C'est juste pour vous informer mais on ne veut pas de réactions ». (...) Quand les analyses nous parviennent, il y a une chose que toute la rédaction fait maintenant, quand c'est défavorable aux Chinois on ne publie pas, quand c'est défavorable aux Cubains on ne publie pas, quand c'est défavorable aux Saoudiens on ne publie pas. Parce qu'après toute l'ambassade débarque ici, on vous prend toute la journée. Il y a une délégation qui vient pour dire « On ne comprend pas le rapport, nous on n'est pas des diplomates, le rapport avec le Mali ceci cela, ceux qui le disent c'est faux, nous on vous envoie des droit de réponse ». Les Saoudiens c'est la même chose. » Dir.pub., quotidien 2

Elle peut également être plus implicite, notamment via la négociation informelle, l'achat du silence, ou au contraire l'achat de parole par des subventions privées, des achats d'espace publicitaire. Suite à un article élogieux, le journal peut obtenir des pages publicitaires (dont des communiqués de presse pour les institutions de l'Etat).

« Ces structures comme la Canam, très souvent ce n'est pas une volonté de communiquer c'est pour qu'on les laisse tranquille. (...) Les Saoudiens, bon au début on faisait des résistances, ils sont venus faire un abonnement de soutien. Un abonnement au journal, pour un exemplaire c'est 60 000 francs l'année, la loi permet des abonnements de soutien et les Saoudiens sont venus faire un abonnement de soutien de 1 million. Ils ne sont même pas intéressés par le journal. Ils disent : « vous ne parlez pas et vous ne parlez pas du roi surtout ». » Dir.pub., quotidien 2

« Le plus souvent on a des contrats de prestation avec les annonceurs, qu'ils payent, donc quand quelqu'un te paye tu es obligé de dire. On a un contrat avec eux, la Canam spécifiquement par rapport à tout ce qui se passe à la Canam, les activités. Moi je ne connais pas ce contrat, c'est entre eux et l'administration. Le plus souvent on ne doit pas critiquer. Parce que quand quelqu'un signe un contrat avec un journal, c'est pour ne pas critiquer. J'ai pensé à la CANAM. Je vous ai dit la cause, peut-être ils ont des contrats. Dans les clauses du contrat, il y a forcément le fait qu'il ne faut pas dire telle chose, il ne faut pas critiquer. Ils passent des annonces, l'Anam, Je pense qu'ils passent des annonces, souvent il y a des communiqués de l'Anam. (...) (L'article sur Microcred) n'était pas un publiereportage mais l'article a amené vraiment cette institution à passer souvent des publicités dans notre journal. (...) C'est une proposition que j'ai faite à la rédaction dans le but d'avoir un contrat dans l'avenir avec la société. J'ai sauté sur l'occasion et je leur ai expliqué donc. » Journaliste santé, quotidien 3

L'achat de journalistes, qui peut prendre une forme semi-informelle qualifiée par certains de 'perdiemite', est une règle bien connue du milieu et qui contribue à la rémunération des journalistes, stagiaires comme salariés.

« Tu sais, madame Z. a tellement maîtrisé la communication dans ce pays. Madame Z. était vraiment arrivée à mailler les gens de la presse, avec ses entrées un peu partout. Elle avait ses amis un peu partout. Et elle rendait bien ça aux gens, en réalité. Bon, c'est une dame qui de

nature est très gentille. Moi-même je l'ai rencontrée une fois à Abu-Dhabi. J'étais parti en mission avec le Président, elle était avec une mission. On s'est rencontrés là-bas. Elle a cette largesse quoi, elle donne de l'argent aux gens. » Journaliste protection sociale, quotidien 1

La multiplication des acteurs de la presse s'accompagne de façon antagonique d'une diminution des tirages pour l'ensemble de la presse écrite, de 50 000 exemplaires imprimés chaque semaine en 1992 à 30 000 en 2013, soit une diminution de 40% en vingt ans²⁷ alors que la presse compterait deux à trois fois plus de titres. Il est très difficile d'estimer les tirages réels. Mis à part les trois plus grands quotidiens de notre échantillon (*L'Essor*, *Les Echos*, *L'Indépendant*, dont les tirages sont donnés à 10 000, 5 000 et 4 000 par jour), la majorité publie de 500 à 2 000 exemplaires. La direction des *Echos*, où le quotidien *Info-matins* est parfois imprimé, évalue le tirage de ce journal à 2 500 exemplaires. Le directeur de publication du bihebdomadaire *Zénith-Ballé* annonce un tirage de 4 000, celui du *Tjikan* de 4 000 (le journaliste interviewé du même journal parle de 8 000). *Le Malien* annonce dans son ours²⁸ un tirage de 3 000 exemplaires. De nombreux chiffres semblent procéder de la stratégie de communication des journaux, et sont réfutés par certains journalistes comme par les études²⁹.

« On tire entre mille et deux mille. Nous on est un bi-hebdo. Parce que les tirages ne nous donnent pas du tout satisfaction ici. Ça ne marche pas, les gens vont mentir : « on fait cinq mille, on fait dix mille », c'est du mensonge. » F11, Dir.pub. Zénith-Ballé

« Presque aucun journal ne dépasse les deux mille cinq-cents exemplaires, la plupart sont entre mille et deux mille. Ils gonflent les chiffres pour faire croire à leur influence. » F8, Journaliste JDM

Internet et potentiellement les radios se posent en concurrents de la presse imprimée et contribuent à la baisse des tirages. *L'Essor* a cessé de publier l'édition spéciale du week-end, qui reprenait les principaux articles de la semaine, entre autres à destination d'un lectorat provincial, du fait de la disponibilité de ces articles en ligne.

« Les tirages ont sérieusement baissé. C'est internet aussi qui a impacté. On a un site, leséchos.ml. On met les articles mais un peu en retard pour ne pas concurrencer les ventes en kiosque. » Dir.pup. quotidien 2

« On avait une édition hebdomadaire destinée aux régions qui ne peuvent pas avoir le quotidien le même jour. Après on s'est rendu compte que, avec l'internet, les gens n'ont pas besoin d'attendre une semaine pour recevoir le journal. Ils peuvent lire directement sur le site. On a donc arrêté cette édition. » Dir.pup. quotidien 1

L'Essor, partiellement détenu par l'Etat, est le journal le plus ancien (créé en 1944), le plus important, et le plus sécurisé commercialement du fait de sa relation avec l'Etat et de ses ventes par abonnements. Il a toutefois subi les conséquences de l'évolution du marché, avec un changement de maquette en 2005 (réduction du nombre de pages destinées à l'actualité, abandon des différentes rubriques à part les sports), pour autant c'est aujourd'hui le seul journal à tirer à plus de 10 000 exemplaires, avec une partie vendue en régions (estimée à 10-20% par le directeur de publication). La direction envisage un projet de ré-expansion à date de l'étude, avec l'installation d'une nouvelle imprimerie et le projet d'une maquette à 32 pages.

Hormis *L'Essor*, la totalité des sociétés de presse sont privées. Quelques groupes de presse relativement importants, parfois diversifiés sur plusieurs médias (presse imprimée, en ligne, radio, télévision) côtoient un foisonnement de PME et surtout de TPE aux ressources très limitées. La

²⁷ *Cartographie économique de la presse écrite au Mali*, 2013, pages 5-6

²⁸ Partie réservée aux informations légales que le journal est obligé de publier à chaque édition, et auxquelles il peut ajouter des rubriques

²⁹ La *Cartographie économique de la presse écrite au Mali* indique que bon nombre de journaux utilisent pour imprimer une ramette professionnelle de papier A2, ce qui permet un tirage de 500 exemplaires maximum pour un journal de 8 pages.

majorité des journaux rencontrent des problèmes d'impression (qualité, interruptions), de messagerie, de recettes publicitaires et de ventes. Les invendus sont très importants et les marges minimales, avec un prix de vente de 250 ou 300 FCFA pour la grande majorité des titres hors magazines. La vente contribue de moins en moins à l'économie de la presse.³⁰ Le marché publicitaire (estimé à quatre milliards de CFA par les annonceurs) est largement plus profitable. Hormis les appels d'offre de l'Etat, ce marché est essentiellement privé³¹. Les recettes publicitaires de certains grands quotidiens proviennent majoritairement des grandes entreprises privées, ce qui les rend moins dépendants économiquement des institutions.

« Nous, ça fait pas mal d'années qu'on ne reçoit plus l'aide à la presse. (...) On a préféré se retirer, parce que tu reçois des sommes comme ça. On te dit Nous, on te donne de l'argent chaque année, tu écris sur nous. (...) Nous, on est ouverts, on ne travaille pas AVEC la Canam, on est accessibles, on est indépendants, du moment où il paie, on passe volontiers leurs annonces. (...) mais Orange Mali, la fondation Orange, ça fait quarante ou cinquante fois plus que la Canam. Il y a des entreprises qui font dix fois plus que la Canam. Imagine NSIA... » Dir.pub. quotidien 3

Le *Journal Du Mali* est le premier journal gratuit du Mali. Il a été créé en 2015 sur un modèle ivoirien, *Le Journal d'Abidjan*, du même groupe de presse

Les règles de marché de la presse écrite et ses conditions d'existence, décrites par la littérature, sont elles-mêmes complexes, et comprennent une économie « formelle » (ventes, recettes publicitaires), une économie plus informelle voire illégale (paiement de la couverture des sujets, corruption déguisée en subventions, dessous-de-table, chantage). La diversité de positionnements a en ce sens pu être perçue comme symptôme de sa dispersion et de son déficit de compétences et qualité, plutôt que de sa bonne santé économique et de son professionnalisme. L'étude réalisée par le Cercap en 2013 a été l'occasion de craindre « la mort annoncée de la presse écrite malienne »³².

« Au départ c'était juste l'Indicateur, maintenant nous sommes devenus un groupe de presse. On a l'Indicateur qui est le quotidien, on a Renouveau télévision, il y a Renouveau FM. Voilà, on a un hebdomadaire qui est le Débat et on a un mensuel, qui est Défis de femmes. » F2, Dir.pub., quotidien 4

« Pour pallier les difficultés auxquelles la presse écrite est confrontée au Mali, le Cercap propose la création d'un fonds d'aide à la presse qui aura pour objectifs d'augmenter la productivité des entreprises de presse, notamment par la réduction des coûts de production, l'adaptation des moyens et la recherche de la qualité, d'assurer la diffusion des publications auprès des nouvelles catégories de lecteurs notamment les jeunes et les femmes, d'améliorer et diversifier la forme rédactionnelle des publications en faisant recours aux nouvelles technologies de fabrication et de diffusion de l'information. » [L'Indicateur du Renouveau, en ligne le 30/08/2017 sur le site Maliactu]

³⁰ « Vendu à 300 francs CFA, avec un coût de fabrication de 250 francs, les 50 francs de marge dégagés se partagent avec le revendeur, qui reçoit 30%. Compte tenu des faibles volumes vendus, liés à une culture de la lecture inexistante, la presse est obligée de se tourner vers d'autres bailleurs. » [« Presse malienne cherche désespérément financements », JDM, en ligne le 27/01/2016]

³¹ « Ces financements alternatifs viennent principalement de la publicité, qui peut représenter plus de 60 % du chiffre d'affaires d'un journal. Cette manne financière a été initiée par les opérateurs Télécoms, au début des années 2000, suivis par les banques et les produits de consommation courante. Plus gros bailleur du secteur, Orange ferait à lui seul 70 % du chiffre d'affaires de certains journaux. Des contrats annuels de deux à cinq millions sont souvent signés avec des grandes entreprises pour publier avis, insertions et communiqués. Néanmoins, les journaux qui arrivent à construire un business model sur la publicité ne sont pas nombreux. « Le nombre d'annonceurs n'est pas large et ils souhaitent en général se voir afficher dans un support à fort tirage et de bonne qualité d'impression », confie un directeur de publication. Une grande partie de la presse est aussi financée par des bailleurs cachés, souvent des hommes politiques, qui mettent la main à la poche pour financer ces parutions. » [« Presse malienne cherche désespérément financements », JDM, en ligne le 27.01.2016]

³² L'Indicateur du Renouveau, en ligne le 30/08/2017 sur le site Maliactu

2.2.4. Les journalistes signataires des ‘meilleurs’ articles scientifiques ont un meilleur parcours en termes de formation initiale et de formation professionnelle.

450 journalistes étaient recensés dans les 75 organes de presse enquêtés par le Cercap en 2013. Ce chiffre augmente en lien avec le nombre de formés et l’augmentation régulière du nombre de titres, dont certains recrutent hors cursus spécialisé.

Le profil et les motivations des équipes de presse écrite montrent une très grande diversité de parcours, de cursus professionnels et de culture journalistique de fait. Les parcours professionnels traduisent l’ouverture et le pluralisme progressif depuis 1990, souvent en lien avec les mouvements démocratiques de 1990-91 et le rétablissement de la démocratie. Les stagiaires et journalistes les plus jeunes ont été formés en sciences humaines ou sociales, en écoles de journalisme.

« Je suis journaliste de formation. J’ai étudié en Union Soviétique. J’ai fait une année de langues à Tachkent, après j’ai fait le reste de l’université à Rostov. Je suis directeur de publication depuis 2015. » Dir.pub., quotidien 1

« Je suis vraiment journaliste de formation, j’ai fait un diplôme de journalisme, le diplôme supérieur de journalisme à Dakar au CESTI centre d’étude des sciences techniques et de l’information, après je suis allé à Montréal pour faire le diplôme d’études spécialisées en droit de la presse. » Dir.pub., quotidien 1

« Je suis rentré dans le journalisme en 1991, fin 1991, début 1992, c’était avec le journal La Patrie, qui était un journal d’association des jeunes pour la démocratie et le progrès. Notre président était membre de ce comité. Moi, j’étais rédacteur en chef du journal, lui il en était le directeur, puisse qu’il était couvert par l’immunité parlementaire, on a un peu fait le bandit quoi. Alpha³³ était déjà très actif. Il était avec nous sur le terrain pour les marches contre Moussa Traoré. Lui, est passé dans la politique, nous on est restés dans l’association. (...) Moi-même je suis scientifique de formation, je suis maitrisard en science biologique de l’école normale supérieure de Bamako (ENSUP). C’est après que je me suis engagé dans le journalisme, pour me former auprès du centre culturel français et du centre culturel américain. Notre association m’a appuyé, l’association de presse, l’ASSEP, à travers les ateliers de formation. Nous bénéficions de ces formations soutenues par l’Etat, et c’est chaque année. J’en ai profité pour me former, sinon je suis venu dans la presse sans diplôme de journaliste. C’est après que j’ai eu un DESS à l’université de Montréal pour vraiment me prévaloir du journalisme. Maintenant je peux dire que je suis journaliste. » Stagiaire, quotidien 2

« Je suis diplômé en philosophie, j’ai créé le journal (Tjikan) pour avoir une source de revenus. (...) Je laisse les journalistes être très autonomes (...) Je ne lis pas mon journal. » Dir.pub., bihebdo 1

« J’enseignais dans une classe de fondamentale, et j’aimais lire. Et mon directeur m’a dit, puisque vous aimez beaucoup lire, est-ce que ça ne vous tentes pas d’être journaliste. J’ai dit que je peux tenter. J’ai essayé, dans je suis rentré des vacances, avec des amis dans le quartier, on a créé une ONG qui s’appelait l’Association pour le développement communautaire, et chemin faisant on a créé le journal Bolon. C’est à partir de là que j’ai demandé à faire un stage à l’Essor. Je suis arrivé le 1^{ier} janvier 1998. (...) Je crois que c’était fin 99 Début 2002, le directeur m’a demandé de prendre la thématique santé en main. C’est à partir de là que je me suis focalisé sur la santé. » Journaliste protection sociale, quotidien 1

« Je suis diplômé en sociologie, j’ai fait une maîtrise en sociologie, obtenu en 2008 ici à la FLASH de l’université de Bamako. Après j’ai fait une formation en pédagogie pendant trois ans, de 2009 à 2012, pour enseigner la philosophie au lycée. C’est en 2012 que j’ai fait le concours d’entrée au CESTI (centre d’étude et de technique d’information) de Dakar. C’est une école sous régionale, c’est la meilleure école de journalisme en Afrique de l’ouest. J’ai fini en décembre 2014 et je suis à l’Essor depuis mai 2015 en économie. » Journaliste économie, quotidien 1

« J’ai fait une école de journalisme, une école privée. Ici à Bamako je suis sortie avec une maîtrise. » Journaliste santé, quotidien 3

³³ Alpha Oumar Konaré, qui devait devenir président de la République en 1991

L'entrée dans le monde de la presse et l'embauche dans un journal ont longtemps été le fait du népotisme et des affinités. De nombreuses écoles ou cours de journalisme, privés le plus souvent, ont été créés, mais la qualité de leur enseignement est parfois contestée : trop théorique, trop générique. La presse est perçue comme une porte de sortie d'étudiants en lettres ou en sciences humaines qui n'ont pu intégrer d'autres cursus ou carrières. Sachant que l'enseignement universitaire est lui-même défaillant au plan de la culture générale, professionnelle et scientifique. Certains jeunes journalistes et stagiaires rédigent des articles en n'ayant ni formation ni expérience journalistique.

« J'ai une maîtrise en histoire, je suis venu dans la presse comme la plupart de mes collègues car j'avais un grand-frère dans un journal. C'est là-bas que j'ai appris à écrire, à rédiger, Je suis arrivé dans (le journal actuel) en 2013 à travers une de mes connaissances dans ce journal. Je suis journaliste généraliste, comme tous les journalistes ici. (...) La plupart des nouveaux journalistes sortent d'écoles privées ou de l'université en sciences humaines, littérature, histoire. Les écoles de journalisme sont trop théoriques. On ne va jamais sur le terrain. (...) Les stagiaires n'arrivent le plus souvent pas à aligner deux phrases qui se tiennent. » Journaliste généraliste, bihebdo 1

« Il y a des cours de journalismes à Ségou en communication des organisations. J'enseigne là-bas l'informatique lié aux médias et la sociologie des médias. Maintenant à TECHNOLAB également je dispense des cours de journalisme et de communication, je dispense des cours en art oratoire, parler devant le public. TECHNOLAB, c'est privé. Il y a l'ESTM, l'école supérieure de technologie et de mangement, où je suis vraiment titulaire. Je dispense les cours de journalisme de la première année au niveau master. » Dir.pub., bihebdo 2

Pour des sujets très locaux (en régions par exemple), les journaux publient parfois des contributions extérieures, *a priori* de correspondant mais parfois des articles spontanément envoyés par des personnes non journalistes, qui envoient un papier au journal (cf. article d'histoire politique traité en partie finale).

« Les 11 radios dans les régions qui nous reprennent nous envoient aussi des textes. » Dir.pub., quotidien 1

« On reçoit souvent des contributions. C'est une personne qui a fait une contribution, il n'est pas journaliste, il a fait une contribution et puis c'est sorti. Il nous l'a envoyée. C'est gratuit. On publie car ça va avec l'angle du journal. » Journaliste santé, quotidien 3

L'offre de formation en journalisme, continue/en alternance, s'est enrichie au cours de la dernière décennie de formations en alternance ou spécifiques, souvent liées à la structuration de la presse en réseaux, organisations, qui favorisent l'accès à des appuis extérieurs :

- Via la Maison de la Presse, devenue depuis quelques années une structure très active, de rencontres, de formation et d'appui aux journalistes, gratuites pour les journalistes et leurs rédactions. Ont été citées :
 - o Des formations proposées aux journalistes avec l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille à la Maison de la Presse, depuis 2011, financées par le SCAC France. Une première cohorte de 11 journalistes radio et de 16 de la presse écrite (dont en ligne).
 - o L'Institut Français du Mali, en partenariat avec la Maison de la Presse, dispense depuis 2 ans des formations en français à env. 35 journalistes par session, avec sélection.
 - o ICP Mali organise des formations à la Maison de la Presse sur la santé et la protection sociale
- Via des structures internationales d'appui de la presse, des formations liées à la structuration corporatiste
 - o La Banque mondiale a appuyé des formations en journalisme du développement,
 - o Des formations sont menées dans le cadre de l'IPAO/Institut Panos³⁴ ou de CFI³⁵.

³⁴ L'IPAO est une institution indépendante, totalement africaine, qui se veut une organisation africaine de référence dans le domaine des médias, qu'il s'agisse du développement des médias (Médiadev) aussi bien que de la communication pour le développement (C4D), commise à l'excellence, axée sur les résultats. Son siège est

Parmi les quatre journalistes identifiés lors du volet revue de presse comme ayant signé au moins un 'bon' article et interviewés, trois suivent les formations prodigués par la Maison de la Presse et l'ESJ de Lille, dont le mode de sélection suppose motivation et compétences, et une quatrième y dispense des formations. Le journaliste interviewé du JSTM a également assisté à ces formations³⁶. Certains suivent des formations formelles, déontologiques et/ou plus techniques.

« Je travaille beaucoup sur la santé et l'éducation. J'ai reçu une formation sur 2 ans à la fédération internationale des journalistes scientifiques, lors de ces formations on nous a toujours dit de citer nos sources. J'ai suivi les formations de l'ESJ de Lille à la maison de la presse, mais actuellement on y envoie les stagiaires. Moi je vais suivre la prochaine formation en français à l'Institut français. Actuellement je suis en train de faire un master en communication pour évoluer vraiment dans le domaine de la communication, c'est mon ambition. » Journaliste santé, quotidien 4

« J'ai suivi une formation avec l'ESJ, c'est une formation, qu'on appelle le renforcement de capacités en orthographe. Je suis membre du réseau des journalistes économiques de l'Afrique de l'ouest. Actuellement je suis en train de suivre une formation de journalisme en développement. C'est une formation à distance organisée par la Banque mondiale, en collaboration avec l'école supérieure de journalisme de Lille et le CESTI de Dakar. Mon souhait de développement de carrière, bon dans de très brefs délais, diriger l'AMAP, c'est mon souhait. C'est pour ça que je suis en train de faire une formation en management. » Journaliste économique, quotidien 1

« Après la formation qu'on est en train de suivre à la Maison de la Presse, j'ai changé de méthode, carrément changé, ce qu'on nous dit c'est que les discours c'est trop plat, pas vivant, la contenu n'est pas forcément vrai, ce qui est important ce sont les témoignages, il faut analyser les discours et sortir des choses. Jusqu'à présent la qualité des articles laisse à désirer. (...) Je veux être journaliste, travailler dans un grand groupe de médias international, comme Jeune Afrique, plus que de créer mon propre journal, un journal qui a plus de lecteurs. » Journaliste généraliste, bihebdo 1

« Je fais aussi la formation pour les experts des journalistes en ligne, je suis formatrice sur les formations en alternance des journalistes presse écrite et presse en ligne. (...) Je fais beaucoup de consultations spécifiquement genre parce que je suis allée faire une formation des formatrices genre, j'ai fait la première étude qui a eu lieu au Mali sur « Genres et média » pour l'institut Panos et j'interviens quasiment tous les projets Panos qui concernent le genre et les médias. Le dernier est la formulation d'un référentiel genre dans les médias qui a été lancé le 22 mai. » Journaliste politique-société, hebdomadaire 1

à Dakar. L'IPAO a développé des projets – inter-pays ou nationaux dans 14 des 15 pays de la CDEAO. Il dispose aussi de bureaux ou de coordonnateurs nationaux dans trois pays (Niger, Mali et Côte d'Ivoire). Site : www.panos-ao.org

³⁵ L'Agence française de développement médias (CFI) est l'agence de coopération du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée de coordonner et d'animer la politique française d'aide au développement en faveur des médias du Sud. Site : <https://www.cfi.fr>, *rappel, qui a commandité l'Etude d'audience télévision, radio et presse écrite au Mali citée ci-dessus.*

³⁶ Ces formations sont de fait très sélectives. Seulement 16 journalistes de la presse écrite (y-compris en ligne) ont été admis pour la dernière session, suite à un test écrit et un entretien.

2.3. La documentation scientifique est encore peu inscrite dans les sources des journalistes maliens.

2.3.1. Les sources des journalistes sont plurielles, néanmoins, dans les faits, certains s'attachent davantage aux discours (oraux ou écrits), d'autres privilégient la documentation, y compris scientifique.

Une partie non négligeable de l'actualité traitée par les journalistes/stagiaires des rédactions se situe au niveau de l'agenda des institutions, étatiques ou non étatiques. Les « ateliers », où l'institution étatique est le plus souvent présente, ne serait-ce que lors des cérémonies d'ouverture lorsqu'elle n'en est pas l'acteur majeur, les conseils d'administration, ainsi que les déplacements, visites d'officiels (en région, dans les structures sanitaires) occupent une large place des tribunes de la presse, d'autant que celle-ci y est le plus souvent conviée³⁷.

« Le Ramed, qui est du ressort de l'ANAM, c'est-à-dire l'ANAM n'a pas beaucoup communiqué sur ce régime. L'ANAM est resté dans la réaction. L'ANAM n'a pas été très active. Je me souviens, à l'époque, c'était madame Zouré qui en était directrice. Je l'ai approchée, j'ai dit Mais madame, vous gérez un régime extrêmement important, mais vous ne communiquez pas beaucoup sur ce régime. Je souhaiterais faire des choses sur ce régime, j'écris des articles sur ça. Elle m'a dit que c'est un régime qui prend en charge les indigents, ils n'ont pas à communiquer beaucoup sur ça. Eux s'occupent des indigents reconnus comme tel, et puis point-barre. A l'époque, ils ont hérité de problèmes financiers, parce que les collectivités ne payaient pas. En tout cas il y avait un déficit de communication à ce niveau. Parce qu'en fait un régime intéressant comme ça, il aurait fallu mettre en place une cellule de com là-bas. Mais malheureusement ça n'existait pas là-bas. Donc c'était le problème. Nos sources pour le Ramed, l'ANAM était une source, les municipalités, les indigents, les services du développement sociales. L'ANAM n'a pas le même budget que la CANAM. Moi-même je suis allé les voir à deux ou trois reprises, on a échangé avec madame Zouré. On a fait des papiers sur le régime, ça s'arrêtait là. A un moment donné, pendant la période de flottement, on a fait un truc avec l'adjoint aussi. Le nouveau DG n'était pas encore nommé. C'était pendant la période de flottement. Mais lui aussi ne communique pas du tout, c'est-à-dire qu'on ne le voit que pendant la session de conseil d'administration. » Journaliste, quotidien 1

Pour des sujets techniques, une des raisons avancée par les journalistes pour ne pas s'écarter des documents qui leur sont fournis et à reproduire telle quelle l'information est la difficulté à retraduire des données complexes qu'ils maîtrisent mal.

« C'est des informations qu'on trouve dans les discours, on les rapporte tels quels, on a des chances de se tromper si on fait les calculs soi-même, donc on préfère les laisser. » Journaliste généraliste, bihebdo 1

Cette actualité protocolaire est traitée de façon ambiguë. Elle est perçue comme incontournable³⁸ et bien des journaux et des journalistes fondent leur activité sur le compte rendu de l'agenda officiel et l'expression d'opinion qui l'accompagne potentiellement dans un cadre partisan. Néanmoins, les journalistes les plus utilisateurs de la science critiquent cette attitude de presse 'perroquet', qui ne prend pas de distance avec l'information institutionnelle (communiqués de presse et discours) et la répercute sans la questionner.

« On est passés des griots aux perroquets. Quand tu vois tous les journalistes qui suivent les ateliers, ils fonctionnent à la perdiemite, ils répètent juste ce qu'ils ont entendu. » Journaliste politique-société, hebdomadaire 1

« Nous collaborons avec la CANAM, nous collaborons également avec le ministère de l'Environnement. Ce qui fait que nous traitons de ces sujets souvent, parce que le ministère ou la CANAM met ça en avant, ou souvent de notre propre initiative. (...) 80% des articles, c'est le discours quand c'est l'institutionnel. Je pense que c'est la formation des journalistes qui est en

³⁷ Cf. l'étude sur le traitement de la protection sociale.

³⁸ Les deux études de presse réalisées par Miseli sur le traitement des politiques de gratuité et sur la protection sociale montrent que, sauf crise sociale, l'agenda institutionnel fournit le sujet de 80% des articles.

cause au départ. Si vous prenez la structure de la presse malienne, vous avez, pour être gentil, 70% des journalistes qui n'ont pas de formation. Formation pour moi ce n'est pas avoir un diplôme de journalisme mais si vous avez une maîtrise en droit ou en économie ou tout ce que vous voulez, vous avez le minimum requis pour au moins écrire. Mais les gens souvent, c'est les recalés de l'école. Les journaux, comme c'est là c'est facile de s'intégrer. Si tu viens avec une ambition de te former, de t'améliorer, tu iras loin. Mais vous avez des journalistes spécialisés dans les séminaires. Si tu assiste aux séminaires, tu vas apprendre beaucoup de choses. Mais qu'est-ce qu'ils font, ils viennent, ils se mettent à la porte et dès que c'est fini ils viennent prendre la copie du discours et ils vont faire un résumé. » Dir.pub., quotidien 2

« C'était sur l'école de maintien de la paix. C'était il y a un peu longtemps. C'était sur... le thème m'échappe. Ils ont fait un atelier. C'était deux jours. J'ai assisté seulement le premier jour, pas toute la journée, de 8h à midi. Parce qu'on a seulement besoin de savoir le but de l'atelier et le contenu. Ils expliquent à l'ouverture et quand c'est fini, les journalistes s'en vont. Généralement, ils nous donnent les documents qui comportent le programme, ce qu'il va se passer, l'objectif de l'atelier, tout ça. On prend des notes et on fait des interviews personnelles des participants. J'ai fait un entretien avec un monsieur, un nigérien, qui s'appelle... qui était venu assister à l'atelier. Je l'ai interrogé sur pourquoi il est venu assister à cet atelier et quel est le but. On prend nos notes à partir des exposés, les discours. On nous remet des supports. C'est une source importante. » Stagiaire, quotidien 2

Les journaux les plus utilisateurs de la documentation scientifique expriment leur volonté de s'intéresser plus au fond des événements institutionnels qu'à la forme.

« Au niveau national c'est l'AMAP c'est juste un abonnement qu'on avance. Mais même là justement on ne les reprend pas parce qu'ils sont trop institutionnels, tous les détails c'est les activités du gouverneur ou du préfet. » Dir.pub., quotidien 2

« On essaie de s'éloigner du factuel, de prendre plus de recul, de ne pas juste répéter ce qu'on a entendu le matin. » Dir.pub., quotidien 3

« Le (journal) c'est aussi un journal qui s'est donné pour ambition de ne pas être obligé de réagir à l'actualité simple, il nous laisse le temps de soigner les thématiques. Chaque édition a un évènement qui est en fait le dossier, qui est traité sous différents angles, en règle générale c'est un papier d'ouverture, un second papier sur la même thématique mais qui peut aller ailleurs. On pose trois questions qui s'adressent à un spécialiste, on fait intervenir un spécialiste. Il y a une petite rubrique qui s'appelle débat, en posant les questions à quelqu'un qui est pour ou contre, on met les réponses en balance. Parfois on change, par exemple sur la publication d'aujourd'hui nous sommes partis de l'animisme et l'albinisme au Mali, tout ce qui se passe au niveau des albinos au Mali et en Afrique, et on a jugé de faire juste un petit papier d'ouverture et 5 portraits de personnes qui sont albinos et qui sont très spéciales parce que justement elles ne correspondent pas à l'image des albinos habituellement au Mali. » Journaliste politique-société, hebdomadaire 1

2.3.2. L'investigation est valorisée, mais elle se heurte au faible accès à des sources de qualité sources, au temps du journalisme et à la capacité à traiter l'information.

Le recours à la documentation publique se banalise, mais la science y occupe encore une place mineure, et doit être relayée par les institutions jugées fiables.

La presse a peu de ressources pour produire elle-même des données ; les entretiens auprès du grand public (consommateurs, usagers, personnes concernées par les faits divers...) sont très imités en nombre et en portée, et on plutôt une valeur de témoignage, ou d'opinion, mais ne sont pas de nature à fournir une documentation fiable. Disposer de données fiables et précises nécessite d'engager une recherche documentaire.

« L'enquête et l'investigation journalistique, la particularité que ça a c'est que ça demande du temps. C'est l'activité journalistique qui demande le plus de temps et ce n'est pas pour rien que c'est des journalistes les plus réputés. Mais ça demande vraiment énormément de temps. parce

que l'accès aux sources, l'accès aux documents, déjà même avoir des sources c'est compliqué. Qui est ce que je dois aller voir, par où je dois commencer, ça demande déjà pas mal de temps et ça demande que vous ayez la possibilité d'avoir ce temps-là. » Journaliste politique-société, hebdo 1

« J'ai eu récemment à travailler sur un rapport d'analyse des produits alimentaires, il y a avait eu une enquête, ça n'est pas encore sorti, on a eu un rapport de l'usine qui produit les boissons, sur l'analyse des échantillons des boissons, l'article porte sur la qualité de deux marques de boissons fabriquées au mali. Ça intéresse le lectorat car tout ce qu'il y a comme médicaments, les produits à consommer, les analyses passent par le laboratoire national de la santé, c'est eux qui ont fait l'analyse pour l'entreprise. Pour le recoupement des sources, on a cherché des sources ouvertes, ce qui est accessible sans entrer en contact avec une personne physique, sur le net, des textes de loi, la réglementation sur les produits alimentaires. Et on a rencontré plus d'une dizaine de personnes. (...) On se déplace sur le terrain, on raconte ce qu'on entend, ce qu'on voit. Les investigations auprès du grand public, c'est des petits micro trottoirs, mais pas d'investigation en soi. » Journaliste généraliste, bihebdo 1

Les journalistes valorisent les informations et les sources au sein des administrations nationales ou internationales, mais il s'agit alors de documents techniques. L'INSTAT est la structure la plus souvent citée. Les structures de recherche au niveau national sont connues mais très peu utilisées. Les publications scientifiques nationales sont peu citées et sont certainement très peu voire pas utilisées.

« On travaille avec l'administration, naturellement. Tous les ministères fournissent des données, à charge pour nous d'avoir l'opportunité de publier ces données. Les administrations donnent en général des chiffres bruts, et à vous d'interpréter. Seule l'armée, le ministère de la Défense, n'en produit pas. » Dir.pub., quotidien 1

« Il y a une cellule de communication à L'INSTAT. Nous, notre porte d'entrée, c'est toujours les cellules de communication. » Journaliste économie, quotidien 1

« Le Gouvernement, quand on a besoin de données, c'est disponible. L'INSTAT, ils sont vraiment disponibles, pour toutes les données dont on a besoin ils sont vraiment disponibles, ils donnent volontiers les résultats des rapports. On a un abonnement avec eux, ils nous envoient les données par mail. » Journaliste politique-société, hebdo 1

« L'IER, l'IPR, l'ICRISAT, voir même des gens qui sont spécialistes d'économie et des cultures ils ne vont pas voir ce que ces gens font ou quelles sont les méthodes de la recherche. » Journaliste, hebdo 1

Les organisations internationales, interétatiques comme ONG, sont aujourd'hui considérées comme des sources d'information privilégiées. Le fait qu'elles s'appuient sur la recherche participe de leur fiabilité perçue. Elles semblent ainsi aujourd'hui le principal vecteur de la recherche en direction de la presse. Et, de fait au sein du corpus recensé, de nombreux articles ont pour source des informations délivrées par les ONG, pour plusieurs d'entre eux un rapport de Human Right Watch, repris par une dizaine de journaux, mais dont seulement une minorité rend compte du caractère rigoureux de l'investigation.

« On est en lien avec tous les organismes, en fait tous les partenaires techniques ici qui donnent des données, que ça soit l'Unicef, l'Unesco, actuellement la MUNISMA, le PNUD. Ils fournissent des données à la presse spécifiquement, dans leur domaine de compétence. ils vous envoient un document avec les chiffres, les statistiques. L'Unesco peut donner les données sur l'état de la scolarisation. C'est des chiffres accompagnés de commentaires. » Dir.pub., quotidien 1

« Les productions au niveau de l'UEMOA, sont des productions qui sont pour la plupart scientifiques. Ils mènent des enquêtes, à la suite desquelles ils produisent des documents, qui sont destinés d'abord aux décideurs et à travers les décideurs, les médias s'en servent. C'est la commission de l'UEMOA. » Journaliste, quotidien 1

« On consulte de la documentation parfois. Parfois on va sur le net aussi, pour chercher des informations, avant d'aller rencontrer les gens. Par exemple avant d'aller à la CENOU pour le problème de bus des étudiants. Donc je suis allée sur le net pour savoir ce que la CENOU même fait, les relations entre les étudiants et la CENOU. Et ensuite on va voir les gens. » Stagiaire, quotidien 2

« Les ONG, bon eux, ils communiquent seulement leur restitution hein, même si vous avez besoin de ces données, le plus souvent si ce n'est pas restitué ils refusent de vous mettre à

disposition donc c'est un peu difficile. Les ONG nationales aussi souvent ils donnent des informations. Par exemple il y a la coalition nationale de l'éducation pour tous le plus souvent ils mènent des enquêtes qu'ils mettent à la disposition des journalistes. » Journaliste, quotidien 3

« Vous avez UN News³⁹ qui est une agence humanitaire des Nations Unies qui fournit gratuitement les informations sur tout ce qui est humanitaire. Ça peut être la situation de santé au Mali, une enquête sur le paludisme et là ça va toujours aboutir sur l'effort des Nations Unies pour éradiquer ou combien les Nations Unies ont investi, ça peut être le tremblement de terre, ou ils ont découvert une molécule. » Dir.pub, quotidien 1

L'accès aux agences de presse et aux médias internationaux a été largement favorisé par Internet. Les grands quotidiens sont abonnés à l'AMAP (Mali) et à un nombre restreint d'agences africaines (Africa Time, All Africa) françaises (AFP), américaines (CoGet). Une agence spécialisée dans l'économie, Ecofin, a été citée par le directeur de publication des *Echos*. Les journalistes consultent abondamment les sites internet des médias nationaux et internationaux (le site RFI semble très apprécié), voire consultent les réseaux sociaux. On verra ci-dessous que bon nombre d'articles scientifiques sont inspirés par des articles étrangers, voire en sont la reproduction, notamment sur l'actualité internationale et/ou scientifique.

« Ici, on est abonné à l'AFP. On reçoit des dépêches de l'AFP, même si on les utilise rarement. Mais on lit la presse tous les jours, nationale ou internationale, pour comprendre au quotidien ce qui se passe. L'Agence de Presse du Mali, ça fait partie de l'AMAP, c'est l'agence qui reçoit les dépêches. A l'AFP, souvent il y a des sujets qui sont intéressants qui concernent le Mali, et si c'est des dépêches qui nous intéressent, nous les reprenons. On va vers des sources, pour comprendre et essayer d'approfondir. » Journaliste protection sociale, quotidien 1

« Au niveau international, il y a quelque chose de brillant qui est très une structure qu'on appelle CoGET, financé par le milliardaire américain, c'est des contributions qui sont des universitaires chercheurs qui sont payés par eux. » Dir.pub., quotidien 2

« RFI/ AFP, Africa Time, c'est un site africain qui remet les informations Afrique et monde c'est comme All Africa. Ces informations on les prend sur le net, mais c'est sur ce site. Ou on va sur le site de RFI, on prend ces informations pour remplir la page monde. Oui on reproduit intégralement. On ne change même pas un point. » Journaliste santé, quotidien 3

Pour traiter l'actualité internationale et/ou pour les articles scientifiques beaucoup de journaux reproduisent des articles internationaux. Quelle que soit la source, ces contributions extérieures ne sont pas toujours retravaillées et/ou corrigées.

« Nous avons remarqué qu'il y a certains lecteurs, qui s'intéressent à ce qui se passe ailleurs aussi. L'article sur le choléra, c'est un article de Jeune Afrique. Quand on prend un article comme ça, si on le modifie, on met Source..., sinon on met AFP. L'article sur les Rohingya, c'est un article AFP. » Dir.pub., quotidien 4

2.3.3. Les journalistes et les entrepreneurs de la presse écrite utilisent peu à peu internet, néanmoins montrent une faible ouverture sur le numérique, les multimédias, les TIC en général.

Seul un journaliste a cité les réseaux sociaux et Twitter comme outil professionnel.

« Les sites de presse, Maliweb et Malijet, je ne les consulte pas beaucoup, car ils font tous de la reprise, je préfère plutôt faire le tour des kiosques, je regarde la Une des journaux, je les consulte. Sur le net on a les mêmes articles sur les deux sites, ça me donne des maux de tête, c'est une perte de temps, les kiosques c'est plus rapide. Sur internet j'ai autre chose à faire, je consulte les sites des grands médias, Jeune Afrique ou Paris-Match. Pour les autres informations, il est

³⁹ Référence retrouvée sur le net : <http://www.un.org/fr/sections/departement-public-information/departement-public-information/news-media-division/index.html>; la mission est présentée comme tel : « La Division de l'information et des médias informe sur les Nations Unies par le biais de la télévision, la radio et l'Internet, en travaillant avec des partenaires de la presse dans le monde entier pour sensibiliser l'opinion publique aux objectifs de l'ONU et mettre en lumière ses succès. »

possible d'avoir des sources sur le net, c'est des sources ouvertes par rapport à l'actualité, il y a plus d'information sur les réseaux sociaux, on fait la veille avec Twitter. Le rôle du journaliste c'est de vérifier, je vais appeler les gens, chercher les contacts, le directeur du journal. » Journaliste généraliste, bihebdo 1

2.3.4. Les journalistes témoignent peu d'intérêt pour la science et ont une culture scientifique limitée.

L'image de la recherche scientifique est très peu consensuelle et souvent polarisée entre les termes de l'intérêt pour de la documentation et potentiellement des découvertes et inventions et ceux de la distance pour la culture scientifique.

La notion même de science renvoie la majorité des interviewés aux sciences dures, « des maths », « des chiffres », « des pourcentages ». Les sciences sociales/humaines ne sont presque jamais citées spontanément, voire certains leur refusent la qualité de domaines scientifiques. L'anthropologie est une science largement méconnue, le terme lui-même fait peu sens. La sociologie a plus de notoriété et renvoie globalement à des statistiques publiques (type INSTAT). Bien que la presse se déclare elle-même très intéressée par le fait politique, la science politique n'est jamais mentionnée. La notion de démarche scientifique, et les principes qu'elle met en œuvre (et surtout sur lesquels elle s'appuie, dont la méthodologie et l'analyse critique) ne sont développés que par quelques journalistes qui ont eux-mêmes un cursus scientifique (économie, psychologie clinique, sociologie) et disposent d'un bagage culturel étoffé.

« L'histoire n'est pas une science, je pense, parce que pour moi le scientifique c'est le côté quantifié. » Journaliste généraliste, quotidien 4

Ni les journalistes eux-mêmes ni leur lectorat ne s'intéressent à la science et la recherche scientifique en elles-mêmes, ou à la recherche fondamentale, qui ne constituent pas des thèmes porteurs en termes éditoriaux. On admet que ce domaine fait l'objet de très peu d'articles, et que ceux-ci sont liés à des prises de position et des discours de type institutionnel.

« Malheureusement je ne vois pas beaucoup de journalistes qui s'intéressent à ça ici. A la science. (...) On a un bon institut ici, l'IER. L'année dernière on a traité un sujet, parce qu'au conseil d'administration de l'IER, le ministre de l'Agriculture présidait la session, et le directeur de l'IER lui a dit que nous sommes sur une tendance très dangereuse, parce que 70% des chercheurs vont partir à la retraite. Le directeur de l'IER lui a dit ça. Après le conseil d'administration, on a mis quelqu'un pour faire un papier pour donner davantage d'informations aux lecteurs. » Dir.pub., quotidien 1

Le domaine scientifique intéresse pour des résultats tangibles et pratiques, des données, des *informations*, concrètes et descriptives et fiables, appliquées aux domaines d'intérêt du journalisme : santé, agriculture, certains aspects techniques d'une science « industrielle » (énergie). Les grandes enquêtes nationales et les statistiques publiques sont citées et perçues comme des démarches descriptives, « comptables » (démographe, emploi pauvreté, santé des populations...).

« Si on parle de recherche scientifique, je pense d'abord à la recherche agricole et puis santé. Le paludisme, le professeur Ogobara Doumbo, il a eu plusieurs prix avec les américains, qui subventionnent son centre de recherche. » Dir.pub., quotidien 1

Dans ce contexte, la frontière même entre investigation journalistique et investigation scientifique n'est pas clairement définie, et est sujette à opinions diverses, tantôt très différenciées par principe, tantôt différenciées par degré.

« Dans tous les cas le souci du journaliste d'investigation, c'est de révéler certaines informations, qui sont censées intéresser le public, que les pouvoirs publics ne veulent pas relever. » Dir.pub., quotidien 1

« A mon avis, ce n'est pas la même méthode. On n'a pas les mêmes méthodes de travail. C'est vrai il y a une similitude, la méthodologie scientifique, elle est basée sur l'observation, le journaliste aussi, il se rend sur le terrain pour constater ainsi de suite. Le journaliste se documente, le scientifique aussi se documente. Pour moi la grande différence, parce que le scientifique, il est déjà spécialiste, il a des prénotions qui peuvent biaiser ses données. Alors que le journaliste, il a des prédispositions qui lui permettent de ne pas penser en spécialiste, mais de donner la parole aux acteurs, pour comprendre un peu ce qui se passe. On a une approche très spécifique, par exemple le journaliste, il ne travaille pas comme on le dit en langage journalistique... on ne passe pas du coq à l'âne. Quand on a traité du prix des œufs à Mopti, le journaliste, il peut prendre par exemple, l'impact économique par exemple de cette augmentation. On ne traite que ça. Le scientifique va essayer d'embrasser tous les aspects. C'est ça la différence quoi. Le scientifique pense aboutir à des conclusions, alors que le journaliste, c'est de mettre à la disposition des lecteurs, des données afin de le permettre se faire lui-même son opinion. Le journaliste met à la disposition des données, des éléments d'information, qui permettent aux lecteurs d'apprécier et de savoir ce qui se passe. Qui a fait quoi, comment. Pas du compte rendu, c'est de l'information. » Journaliste économique, quotidien 1

« Dans la recherche appliquée, il y a plusieurs méthodes, mais tu es obligé de lier ça à une hypothèse de départ et d'en tirer des enseignements. L'investigation journalistique peut-être qu'elle donne des enseignements mais je ne sais pas d'où est ce qu'on en tire des enseignements parce que c'est plutôt l'information et c'est ce qu'on met à disposition. Donc les méthodes sont un peu les mêmes, c'est comme une investigation journalistique par rapport une investigation policière ou judiciaire. Il peut y avoir des choses en commun mais disons que l'objectif final n'est pas le même. Ce n'est pas les mêmes pratiques, ce n'est pas les mêmes normes. » Journaliste politique-société, hebdomadaire 1

Les journalistes souhaitent trouver à travers les résultats scientifiques des outils accessibles et facilement utilisables pour leur propre réflexion. Or, ils perçoivent au contraire la production scientifique difficile d'appropriation : documents trop longs, jargons vs. vulgarisation. Les scientifiques eux-mêmes sont jugés peu accessibles : étrangers, trop occupés, distants. Au global, la majorité des journalistes entretient une relation ambiguë avec la recherche, marquée à la fois par un effet d'infériorité technique et en même temps une remise en cause de résultats sans objet pour le lecteur, sans inscription dans l'actualité voire la réalité. D'une certaine façon, on reproche à la science une forme de snobisme et même, du fait de son opacité, un certain manque de fiabilité.

« Ce n'est pas la même finalité, mais il y a également que le registre scientifique utilise un langage très ésotérique. Quand un scientifique écrit, tu ne peux pas oublier parce qu'au niveau de la rigueur, ils vont jusqu'à faire mille notes chaque fois qu'ils disent une phrase, ils vont insister, avec des renvois... Non ce n'est pas bien dans un article, ça c'est le premier problème, mais le deuxième c'est qu'ils écrivent en chinois, je ne dirais pas, diarrhée verbale, mais ils se limitent difficilement. Enfin la dernière chose, le journaliste en écriture se soucie un peu de l'aspect vulgarisation, comment faire en sorte que les gens comprennent, donc on va aller au-delà, même quand on est conscient qu'on a dit quelque chose qui n'est pas bien su ou qui n'est pas à première vue perceptible, on fait une tentative d'explication dans le texte, ce que les scientifiques ne font pas. » Dir.pub., quotidien 2

« Le scientifique, ça sera peut-être des données accessibles aux initiés quoi. C'est des données très techniques, alors que le journaliste, c'est des données qui sont lisibles par tout le monde. Par exemple nous les journalistes, il faut écrire pour que celui qui a le niveau DEF puisse comprendre un minimum. » Journaliste économique, quotidien 1

« Cette relation est vraiment faible parce que dans la presse en général, en tant que journaliste on pense que les scientifiques parlent dans un langage que nous ne comprenons pas. Il y a une grande différence parce que les scientifiques donnent les données brutes comme ça, et c'est au journaliste d'adapter ces données à son lectorat, de rendre vraiment digeste les données compilées par les scientifiques. Par exemple, l'INSAT publie les données sur l'enquête modulaire permanente sur les ménages. Le plus souvent ils donnent les chiffres bruts, par exemple 17% de la population, donc c'est très difficile que la population comprenne ces chiffres. Donc c'est aux journalistes vraiment de rendre ces données accessibles, parce qu'on peut dire 15/20 n'ont pas accès à la santé ou bien à l'éducation c'est plus digeste pour la population que de parler de 15%.

Vous voyez c'est ça. Donc c'est aux journalistes de rendre digestes ces données-là. Même la notion de pourcentage, c'est un problème. Elle est beaucoup utilisée parce que le plus souvent il faut avoir un expert pour vous expliquer comment traduire ces pourcentages en nombre. Donc le calcul est un peu difficile. Si vous vous hasardez à le faire, souvent vous allez fausser. Donc les spécialistes, le plus souvent, ils n'ont pas assez de temps. Même si vous les appelez, c'est un quotidien, c'est urgent de passer l'information. Donc s'il faut attendre le lendemain ou le surlendemain, ils sont toujours occupés, ils vont dire de passer demain pour prendre rendez-vous. Donc on est obligés souvent de faire passer ces pourcentages mais ce n'est pas volontaire. C'est la même chose, le plus souvent quand tu vas sur le terrain, ils vont dire que la mortalité est de 528 pour 100 000 naissances, qu'est-ce que cela veut dire pour la population, pour les profanes ? Cela ne veut rien dire. Mais si vous dites que chaque heure un enfant meurt du paludisme, ou qu'une femme meurt en donnant la vie, c'est plus frappant et c'est plus facile à se représenter. » Journaliste santé, quotidien 3

Les structures de diffusion de la recherche sont également critiquées et sont perçues comme des communicants sans réelle capacité à expliquer, à vulgariser leur propos.

« L'autre aspect c'est qu'il y a beaucoup de structures scientifiques ou de production de ce genre qui produisent l'information du genre, les rapports d'activité si tu prends Icrisat par exemple ils vont publier des résultats d'étude sur le riz amélioré, sur la qualité des sols, sur des trucs comme ça. A première vue c'est intéressant en ce sens que c'est le document de base qui nous permet peut-être d'aller au-delà, mais bon là où la limitation vient c'est que bon l'interlocuteur que tu as c'est un porte-parole un chef de communication qui ne sait pas plus que ce qui est dans le document. Ils sont chargés de communication, ils te mettent un contact en bas mais toutes les questions que tu vas poser ne sortiront pas du rapport que tu as déjà lu. » Dir.pub., quotidien 1

Les entretiens d'experts constituent l'accès privilégié des journalistes aux résultats de la recherche scientifique.

Le monde universitaire et les centres de recherche nationaux sont fréquemment cités comme des sources pertinentes, et on leur reconnaît une qualité scientifique à titre « expert ». Du point de vue des journalistes, ces entretiens présentent plusieurs avantages :

- Ils relèvent du discours et sont d'une appropriation plus facile que les données ;
- Ils relèvent de l'opinion et sont plus facile à intégrer dans un discours journalistique que des éléments « neutres » ;
- Le temps de l'entretien entre plus dans le temps du journalisme que le temps de la lecture et de la recherche documentaire.

« Il y a les universitaires bien sûrs. On travaille beaucoup avec les universitaires, parce qu'eux, au moins ils sont indépendants, contrairement à un administrateur au ministère des mines, un universitaire est libre de parler. Nous, l'objectif est d'être amené à donner une information équilibrée au lecteur. Souvent on peut même aller interviewer les universitaires, mais le but, c'est comprendre un sujet. On ne les cite pas directement, mais au préalable on les a écoutés pour comprendre le sujet, en quoi ça peut être intéressant par rapport à l'actualité, par rapport au contexte local. On les écoute pour nous faire une idée de comment traiter le sujet. » Journaliste économie, quotidien 1

« Si c'est un évènement non institutionnel. Les sources, on enregistre généralement avec les dictaphones. Toujours après les évènements, on fait des interviews. On essaie de faire une analyse sur ça, et on va interroger certains spécialistes comme les sociologues, les philosophes. Moi personnellement, j'ai rencontré un sociologue à la FLASH. Je traitais un sujet sur le divorce et le mariage. » Stagiaire, quotidien 2

« Il y a l'IRD qui mène des enquêtes sur le terrain par rapport sur l'agriculture, sur l'éducation. » Journaliste santé, quotidien 4

Néanmoins, malgré cette valorisation de principe et la notoriété des interlocuteurs scientifiques potentiellement accessibles, la démarche de dialogue avec les chercheurs universitaires est peu pratiquée (ce que montrent les articles).

*« Les autorités officielles sont rarement nos sources principales. Il y a des sources d'information des institutions qui me semblent donner des informations fiables, qui malheureusement ne sont pas utilisées en général. Les gens sont très pédagogues, d'abord une chose bête, quand on parle de recherche en général il y a très, très peu de journalistes qui vont voir ce qui se passe au niveau des universités, c'est quand même la base de la recherche. »
Journaliste politique-société, hebdomadaire 1*

Disposer d'un bon carnet d'adresse apparaît ainsi, aux yeux de la majorité, comme une compétence majeure d'un bon journaliste.

« Le carnet d'adresse, c'est ce qui fait l'identité du journaliste. On a des contacts un peu partout. Tout ce qui touche à l'économie, on a des contacts. » Journaliste Essor

« Nous-mêmes dans notre journal on a quand même une grande force, on est quand même des journalistes capés, on a un carnet d'adresses riche et abondant, et en fait on ne discute avec des ministres que de manière très rare. Nous, nous allons plutôt sur les techniciens, les gens qui sont opérationnels, même dans l'institutionnel. » Journaliste politique-société, hebdomadaire 1

« Ça c'est partout, la force des journalistes, on peut l'interpréter comme un réseau amical, mais demain je peux avoir besoin d'informations par rapport à l'anthropologie, je peux appeler pour poser des questions, la force du journaliste c'est d'avoir des contacts, des gens à appeler et pouvoir appeler d'autres journalistes pour leur demander. Même si il y a concurrence, les gens ne sont pas réticents, ça dépend de leur relation. » Journaliste généraliste, bihebdo 1

L'usage concret de la documentation est ainsi croissant, mais la recherche scientifique stricto sensu y occupe toujours une place très mineure. La science doit ainsi jouer le même rôle que les agences de presse : fournir des textes « clés en main », ou en tout cas à retravailler facilement, soit stock d'informations, soit articles déjà largement rédigés dans un format idoine pour une publication journalistique. Les articles recensés lors de la revue de presse et les conditions de leur production expliquées par leurs rédacteurs confirment ces nécessités.

Dans ce contexte, le Réseau des journalistes scientifiques du Mali (RJSM), qui s'inscrit dans la structuration de la corporation et a pu favoriser les relations avec des institutions étrangères, notamment de formation, n'offre pas une plateforme réellement motrice de facilitation de cette relation entre journalistes et sciences. Ce réseau est aujourd'hui peu actif, et ses membres les mieux formés ont tendance à quitter la presse pour entamer des carrières au sein des services de communication, des institutions publiques surtout, dont ils ont parfois eu à traiter l'actualité. Cette relation entre la presse et l'institution, qui n'est pas sans lien avec certaines formes de 'griotisme' encore en œuvre, même si peu visible, pénalise la réalisation des fonctions de ce type de réseaux.

*« C'est pour cela qu'on a même mis en place un réseau scientifique au Mali, qui prenne en compte des questions scientifiques pour vraiment mettre à la disposition des populations les résultats de ces enquêtes menées par les scientifiques. Nous sommes les précurseurs on a lancé on a lancé JSTM avec. Les premiers articles c'est nous qui avons lancé le magazine, le réseau des journalistes scientifiques. On n'a pas de siège souvent on tient nos rencontres à la maison de la presse. C'était régulier mais la plupart de nos membres ont trouvé d'autres boulots donc ils sont partis. On est dans la dynamique de redynamiser le réseau. Certains sont passés à la fonction publique donc ils sont dans les directions comme chargés de communication. Il y en a une, elle est chargée de communication ONU Femmes, un autre est chargé de communication à l'INSAT. »
Journaliste santé, quotidien 4*

A noter que le journaliste qui émet ce discours vise lui-même à court terme un emploi dans un service de communication d'institution étatique.

2.4. Exemples concrets de recherche et d'usage de la documentation lors de la rédaction d'articles par des journalistes de la presse écrite.

2.4.1. Relation de journalistes ayant signé des articles identifiés lors de la revue de presse.

[« Méconnu par bon nombre de Maliens – L'autisme ruine des familles et handicape les enfants », Le Tjikan, le 12/09/2017]

Cet article d'une demi-page, de plutôt bonne qualité scientifique, a été écrit à l'occasion d'un atelier organisé par la Faculté de médecine (rare événement de l'actualité organisé par l'université/le monde de la recherche lui-même). Il traite des aspects cliniques et surtout de la perception sociale de cette pathologie.

« J'ai écrit cet article à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre l'autisme, animée par Modibo Sangaré, un jeune docteur qui a fait ses études aux Etats-Unis et qui est en train de mettre en place une association avec les parents des enfants autistes. Cette maladie est très mal connue au Mali, des gens pensent à la sorcellerie, lui il se bat pour faire comprendre la réalité des choses et aider les parents. La prise en charge coûte très cher, les parents dépensent avec des charlatans. Certains ont failli sacrifier leurs enfants, on leur a dit d'aller l'enterrer dans une forêt, s'il revient c'est que ce n'est pas un djin, sinon il faut le laisser. Ou on accuse les mamans. Cette année, j'ai fait un article avec des témoignages sur un autre sujet, mais là c'est juste un compte-rendu. Pour l'article je suis allé là-bas, ils ont fait les discours, quelques parents ont témoigné. J'y ai passé toute la journée, on enregistre les discours, on prend les notes, il y a des copies des discours qu'on nous distribue, c'est mieux car quand il y a des chiffres on peut se tromper. On rentre, et pour rédiger, par rapport à la masse de données, comme là il n'y avait pas trop de discours, on prend ce qui nous semble le plus important, on s'est beaucoup basés sur les discours. Je n'ai pas trop mis de chiffres, dans le sujet il n'y avait pas de données. Au Mali il n'y a pas de service spécialisé dans cette maladie, beaucoup de médecins ont du mal à la diagnostiquer. » Journaliste généraliste, bihebdo 1

[« Selon leur nouveau PCA, Youssouni Touré, Microcred Mali est la 2^e institution de micro-finance en 2017 », L'Indépendant, le 21/09/2017]

Cet article a été identifié comme de bonne qualité scientifique au vu de sa méthodologie, confirmée au cours de l'entretien avec sa rédactrice : synthèse d'un document analytique fourni par la structure de micro-finances et réalisation d'entretiens complémentaires avec des clients de cette même structure pour confronter les points de vue des usagers.

« C'était l'entreprise qui nous avait appelés pour une conférence de presse. L'institution financière. On a parlé après je leur ai demandé si je pouvais passer pour approfondir tout ce qu'ils avaient dit, tout est intervenu dans ce cadre-là. Donc après, j'ai pris contact, je suis passée pour l'article. Parce qu'ils me disaient qu'il n'y a pas très longtemps qu'ils sont sur le terrain, mais ils sont devenus la 2^{ème} institution de micro-finance alors qu'il y en a d'autres, quelle était leur stratégie pour amener les gens à adhérer à la micro-finance, quand on sait que le plus souvent on ne fait pas confiance à ces micro-crédits. A raison je pense, parce qu'il y a de mauvaises expériences qui se sont passées ici au Mali, les gens avaient mis leur argent et les caisses de crédit ont bouffé cet argent. C'est pour cela que j'ai fait l'article. Les portraits d'usagers, c'est nous qui les avons faits, c'est des gens qui ont été clients à MicroCred. Ces gens-là étaient devant les guichets, ils sont venus déposer leur argent donc on a jugé nécessaire de prendre quelques-uns d'entre eux pour nous dire comment ça se passe, est-ce que plus facile avec MicroCred que d'autres institutions financières. » Journaliste santé, quotidien 4

Concernant les données du rapport (typologie de clientèle, profils d'usage des fonds empruntés, impacts économiques pour la clientèle) la journaliste a témoigné de sa difficulté à vulgariser les données très mathématiques du rapport fourni par la structure.

« Tous ces chiffres c'était de la documentation. Par exemple ils avaient donné un document retraçant vraiment tout ce qu'ils ont eu à faire durant ces années au Mali, donc j'ai exploité ces documents en plus des interventions du président du conseil d'administration. C'est comme ça que l'article est mené. Donc les gens ont apprécié. Il y a beaucoup de gens qui ont appelé. Le plus souvent, les gens ne s'intéressent pas à la micro-finance au Mali. Même si on fait des articles, c'est des articles institutionnels en fait. Comme moi je suis partie les voir, on en a discuté, donc ils ont mis les informations à ma disposition contrairement aux autres. A part au moment du conseil d'administration, on ne donne pas les chiffres, donc c'était vraiment apprécié. Mais quand même on a utilisé beaucoup de chiffres. Comme ce sont des chiffres qui sont vraiment calés, moi je ne pouvais vraiment rien changer. A moins de changer même la nature du texte. J'ai voulu reproduire comme telles les informations reçues. Je n'avais pas vraiment de possibilité de vérifier parce que ça vient d'eux même, je ne savais pas quel moyen utiliser pour contredire ces chiffres. Je n'avais pas cette possibilité donc. » Journaliste santé, quotidien 4

[« Le marché des poissons, le prix des poissons fumés en hausse », Les Echos, le 13/09/2017]

Cet article a été retenu car il met en relation différentes données qui s'appuient sur une série d'entretiens réalisés par le réacteur, ce qui est très rare dans le paysage de la presse écrite. L'article a initialement été identifié comme de bonne qualité, mais l'entretien montre la faiblesse méthodologique et les dérives potentielles de discours indirects, voire auto-construits. Sachant que la rédactrice est stagiaire sans formation en journalisme ni expérience pratique confirmée.

« C'est (mon directeur de publication) qui m'a proposé de faire l'article. Je suis allée d'abord au marché de Kati, comme j'habite à Kati. Je me suis renseignée sur le prix des poissons fumés. Ensuite, au marché de Médine, j'ai demandé la provenance des poissons auprès des vendeurs : combien vous vendez les poissons et d'où vient votre poisson ? Et aux consommateurs, par rapport aux poissons fumés et à la viande, ce qu'ils préfèrent. Ça n'apparaît pas dans l'article. Pour l'origine et la provenance, j'ai vu deux vendeurs de poissons. Le vendeur dit « Mon poisson vient de Ténenkou et je le vends à trois mille francs. » Selon les importateurs, les poissons se font rares à Mopti pendant cette période d'hivernage. Les importateurs, c'est certaines personnes qui importent les poissons, ce n'est pas les vendeurs eux-mêmes. Mais c'est les vendeurs qui nous ont dit que les importateurs disent ça. »

L'article décrit une pratique suspecte de la part des commerçants pour rendre les poissons plus attrayants, et la suspicion des consommateurs ; pour autant il s'agit plutôt d'une opinion personnelle du rédacteur, réattribuée

« Ça vient des acheteurs. Moi-même, j'ai constaté ça, souvent ils mettent quelque chose sur les poissons. J'ai demandé aux alentours, et aussi je vais au marché tout le temps. J'ai aussi parlé à des clients sur les prix et sur ça. J'ai eu deux vendeurs et un client au moins. Sur les deux vendeurs, on a monsieur T., j'ai fait son portrait, il est au marché de Médine. Ça a pris trois jours à peu près en tout, pour faire l'enquête et écrire. » Stagiaire, quotidien 2

La même journaliste stagiaire, au cours de l'entretien, a décrit sa méthode pour un autre article d'analyse des prix sur les marchés, avec les mêmes biais méthodologiques : faiblesse des échantillons, reproduction de discours sans analyse critique.

« Mon dernier article, je ne l'ai pas encore remis, c'est sur le ramadan. Ça porte sur le prix des matières de première nécessité, la hausse des prix comme toutes les années. Toutes les années, on constate que les prix augmentent. Mais cette année, ça n'a pas été le cas, les prix n'ont pas varié et d'autres mêmes ont chuté. Le sucre et le lait, certaines personnes ont diminué le prix du sucre et du lait. On est allé sur le marché, demandé aux vendeurs, on était deux. Moi et une amie, On est allé demander aux vendeurs, aux acheteurs sur les prix. On a fait une enquête sur ça. Et aussi, on s'est arrêté devant les feux tricolores, les vendeurs ambulants pour vendre les dattes, on les a interrogés et aussi les passants. Pour le micro trottoir, on a interrogé environ cinq personnes et au marché, et dans des familles, comment se passe le jeûne. Sur les prix, les commerçants et les personnes, on a eu à peu près cinq personnes. Cinq personnes sur les dattes, cinq personnes sur les marchés. Pour les familles, on a pris une famille de huit personnes. On les a interrogés sur comment se passe le jeûne. » Stagiaire, quotidien 2

[« Secteur minier : La stratégie des petites mine », L'Essor, le 19/09/2017]

Du point de vue du journaliste, cet article est positionné comme fait de société. Il a été retenu pour sa bonne qualité scientifique : reprise des statistiques officielles, citation des sources, mise en perspective des différents chiffres. De fait, le rédacteur a lui-même un profil scientifique (études de sociologie) et une bonne connaissance de certains critères scientifiques, des questions d'échantillonnage, de la rigueur dans le recueil des informations.

« J'ai choisi ça parce que, j'avais fait une mission avec le ministre, à Nampala si j'ai bonne mémoire. Il y a une petite mine à Nampala, vers Dioila, dans la région de Sikasso. Au cours de la mission, j'ai pu m'entretenir avec le responsable de la mine, les populations et ainsi de suite. J'ai vu et j'ai entendu. C'était pour raconter un peu la manière dont l'Etat compte, à côté des grandes mines, sur les petites mines. Le potentiel est là, il y a des sites par exemple sur lesquels, RanGold ne peut pas travailler, ça ne vaut pas le coup, parce que la teneur en or n'est pas très importante. Mais les petites sociétés comme celle de Nampala, ou des sociétés nationales, peuvent travailler sur ces sites. Donc c'est ça la politique que le ministère était en train de développer. Notre résultat les intéresse, parce que l'idéal, c'est de permettre d'abord à des Maliens qui ont des moyens, d'acheter des permis, de construire des petites mines, d'employer des Maliens. Et en retour, ça contribue au développement de l'économie nationale au niveau local. La comparaison de l'apport économique des deux types de productions, l'objectif final, c'est de permettre au Mali, à très long terme, d'avoir une société qui puisse exploiter ces sites. Il faut d'abord commencer par les petites mines pour maîtriser la chaîne de valeur, ensuite créer. » Journaliste économie, quotidien 1

[« 27^{ème} session du conseil d'administration du laboratoire national de la santé – 57% du budget mobilisé malgré les contraintes », Le Tjikan, le 19/09/2017]

Cet article a été l'un des eux retenus comme de très faible qualité scientifique car il présente des résultats d'analyse d'échantillons de médicaments (par le laboratoire en question) sans réflexion ni recul, notamment sans commentaire sur les résultats très négatifs des tests, qui montrent la mauvaise qualité des médicaments sur le marché. Du point de vue du journaliste, le sujet de cet article est positionné comme fait de société.

« Cet article est aussi un compte rendu, mais il y a plus de chiffres (que dans d'autres articles), beaucoup de chiffres, sur les échantillons prélevés, les non conformités. Car lors des conseils d'administration, il n'y a que des chiffres, ils parlent du budget. Le titre j'ai mis « 57% du budget mobilisé malgré les contraintes », car les conseils d'administration, vous savez, c'est le sujet le plus difficile à couvrir, il n'y a rien d'important à rapporter, on en parle car c'est des structures qui ont souvent des partenariats avec nous, ils veulent qu'on communique sur eux. Ils ont des contrats d'abonnement, ils achètent des exemplaires. » Journaliste généraliste, bihebdo 1

[« Accession du Mali à l'indépendance – quelques dates-clés », 22 Septembre, le 25/09/2017]

Cet article, qui présente une rétrospective sous formes d'événements-clés datés, a été rédigé il y a plusieurs années et est selon sa rédactrice régulièrement republié par le bihebdomadaire. A noter que l'article, relativement descriptif (récapitulatif de dates, de noms, d'événements) n'a pas en soi une très bonne qualité scientifique. Pour autant, la rédactrice a elle-même effectué un travail d'historien en reconstituant la liste des médaillés d'or de l'indépendance. Par ailleurs, elle a engagé un débat d'historien (interpellation sur El Haj Oumar Tall).

« Je montais un cahier spécial 22 septembre. Ce sont des éléments historiques donc je considère que c'est des documentations scientifiques. Ça m'a demandé quand même un certain nombre de recherches et de les compiler. C'était en 2009, le premier numéro de 22 septembre est paru le 13 juillet 2009 et je pense que ça a été fait juste pour la fête nationale qui a suivi. Donc deux mois après. Cette page ça a été rééditée. C'est un cahier qui est là, mais quand même je l'ai mis à jour. Par exemple, sur la liste des différents présidents du Mali, c'est moi qui ai fait tout le dossier et donc je l'ai juste mis à jour quand il y a eu l'élection. C'est des faits historiques avérés qui ont fait l'objet de recherches et ce sont quand même des sources fiables, quand même c'est un travail scientifique. J'ai utilisé beaucoup de documents, je suis allée à la chancellerie des ordres nationaux pour les gens qui avaient été décorés, et je suis allée fouiller dans certains bouquins d'histoire, dans certaines encyclopédies, j'ai fait une petite recherche sur internet, mais j'ai aussi lu certains documents qui sont bien faits sur l'essor du Mali. J'ai personnellement des livres sur

l'histoire du Mali. Et donc entre les livres, internet et des sources qu'on peut avoir au niveau des différents services d'ici, les médaillés d'or de l'indépendance par exemple, j'ai récupéré les documents. Quand on a fait la première liste, on a vu que les gens étaient intéressés, il y a eu deux types de réactions. Un, il y avait des gens qui avaient été omis de cette liste-là, parce qu'en fait il y avait plusieurs listes, ce que je ne savais pas, et des gens sont carrément venus à la rédaction me présenter les médailles d'or de leurs papas en disant « c'est telle personne », avec sa photo, et j'ai rajouté à la liste. Et on s'est rendu compte qu'il y avait plusieurs listes, je pense qu'il y en avait trois au total pour les médaillés d'or de l'indépendance. C'était un problème d'archivage et ce qui était paru en termes de décrets, il y avait des pages qui avaient sauté. Sur le volet historique, Maître T. m'a interpellée sur le fait que je ne faisais pas apparaître El Hadji Oumar Tall dans l'histoire du Mali, et j'ai été obligée de lui dire qu'officiellement El Hadji Oumar Tall fait partie de l'histoire du Sénégal. Il est vraiment une figure de l'histoire du Sénégal mais il n'est pas une figure de l'histoire du Mali. Même s'il a fait des choses, mais Archinard l'est beaucoup plus. » Journaliste politique-société, hebdomadaire 1

[« Devoir de mémoire II – L'indépendance du Mali : ça s'est passé comme ça », L'Indépendant, le 21/09/2017]

Cet article, qui occupe une double-page au sein du supplément du vendredi du journal, est de bonne qualité scientifique et a été rédigé par un contributeur externe au journal. On notera qu'il n'est pas considéré, puisque relevant de l'histoire, comme à caractère scientifique par le journaliste interviewé (qui n'en est pas le rédacteur).

« C'est une contribution en fait, d'une personne extérieure au journal, qui n'est pas du journal. On reçoit souvent des contributions. C'est une personne qui a fait une contribution, il n'est pas journaliste, il a fait une contribution et puis c'est sorti. Il nous l'a envoyée. C'est gratuit. On publie car ça va avec l'angle du journal, comme c'est une question d'intérêt national, ça concerne l'ancien président de la République forcément on a vraiment donné de la place à ce parti. Je ne pense pas que cet article soit scientifique. Parce que c'est une contribution d'une personne, il donne son avis. Parce que le scientifique, c'est les recherches derrière. Je pense que c'est une contribution qui parle largement de l'indépendance. Le titre même c'est devoir de mémoire. Donc je pense que ce n'est pas scientifique. Scientifique c'est toute une recherche derrière. » Journaliste santé, quotidien 3

[« Les grottes 17 de Mogao à Dunhang (Chine) – Une bibliothèque pillée », Les Echos, le 21/09/2017]

Cet article a été retenu car il compile une documentation historique sur le site dont il est question, son environnement historique, des citations historiographiques et contemporaines, dans le sens d'une analyse sur la conservation du patrimoine. L'entretien qualitatif indique que cet article a été occasionné par un voyage à l'étranger d'un journaliste (cas rare), qui a tenté d'organiser des données certainement de source unique (le guide touristique), mais de façon organisée textuellement et dans le cadre d'une démonstration.

« L'information internationale, c'était vraiment rare chez nous. On a un journaliste spécialisé culture. Et tous les jeudis, on a un cahier culture, donc lui il a fait beaucoup d'efforts récemment dans la région de Koulikoro, il est très passionné, il voyage beaucoup, chaque fois qu'il a l'occasion d'aller voir un site. Pour cet article il a fait une visite en Chine. Il est allé en Chine et dans un projet les Chinois nous ont sollicités sur 20 projets qu'ils appellent « les routes de la soie » donc nous on est dedans, on envoie régulièrement des journalistes. » Journaliste économie, quotidien 1

2.4.2. Etude de cas : analyse par la presse d'un rapport scientifique sur la presse.

Concernant l'étude économique de la presse, dont l'atelier de diffusion des résultats a eu lieu le 30 août 2017, trois articles ont été publiés par des hebdomadaires pendant la période de collecte⁴⁰ et six ont été trouvés en ligne⁴¹. Il nous a semblé pertinent dans le cadre de cette étude, de nous intéresser à la façon dont les neuf journaux ont traité ce sujet commun.

De nombreux journaux reproduisent les principaux résultats descriptifs du rapport, certains (*La boussole*, *Le Journal de l'économie Malienne* notamment) en limitant les descriptifs négatifs et en accordant plus de place à la restitution du protocole qu'aux constats sur la presse. Le journal satirique *Le Scorpion*, en revanche, accorde presque une page entière aux défaillances de la presse relevés par le rapport, en concluant sur la nécessité de la création d'un fonds d'aide à la presse (recommandation de l'étude), et ainsi en rebondissant sur un plaidoyer.

« Sur la vingtaine d'organes pour lesquels le Centre a pu calculer les charges et les produits, 60 % sont déficitaires, pire, dans 70 % de ces organes, les ventes ne couvrent pas les coûts salariaux qui sont inexistantes ou très bas comme présenté plus haut, dévoile le rapport. (...) Lorsque les salaires sont versés, ils varient entre 30 000 et 75 000 F CFA pour un départ. Un journaliste rémunéré mensuellement est payé par son employeur en moyenne à 68 000 F CFA sur une échelle qui va de 38 000 à 150 000 F CFA », révèle le rapport du Cercap. » [« Rapport d'étude : La presse écrite malienne agonisante. », *L'indicateur du renouveau*, en ligne le 30/8/2017 sur le site *Niarela.net* et sur le site *Maliactu*]

« Pour le chef du cabinet du ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population, Ibrahim Lancéni Coulibaly, l'intérêt de cette étude du CERCAP est d'identifier les contraintes liées au développement d'une entreprise de presse. L'approche dynamique est d'aborder l'ensemble des préoccupations des journaux. S'y ajoutent les difficultés qui empêchent son développement économique. » [« MEDIAS - Le CERCAP élabore une cartographie économique sur la presse écrite. », *Le Journal de l'économie Malienne*, en ligne sur le site *lejecom* et repris par l'agence All Africa]

« L'étude retrace également les types de journaux. Il s'agit du journal d'information générale 83%, du journal d'investigation 3,8%, du journal sportif 7,6%, du journal de faits divers 2,5% et magazine femme et famille 1,3%. L'enquête a noté que les quotidiens emploient 16 personnes, les bihebdomadaires 8, les hebdomadaires 4 et les bimensuels 2. (...) Dans le rapport, environ 14% des organes de presse n'ont fourni aucune information sur les rémunérations de leur personnel. 70% des organes ne versent pas de salaires à leurs employés. 'Seulement 29% des employés sont rémunérés et 24% majoritairement travaillent dans l'informel', a-t-il mentionné. Le rapport regrette l'absence de contrats de travail dans la profession. Il ressort aussi du rapport que si des salaires sont versés, ils varient entre 30 000 F CFA et 75 000 F CFA come salaire de départ. En moyenne, la rémunération mensuelle varie de 38 000 F CFA à 150 000 F CFA. » [« Cartographie économique de la presse écrite au Mali : le Cercap fait la restitution », *Mali Sadio*, en ligne le 30/09/2017]

« Sur les 96 titres, 75 ont fait l'objet d'enquête. Les 21 titres non enquêtés sont des parutions qui sont interrompues ou très irrégulières. A propos de la régularité des parutions de la presse écrite au Mali, il ressort que 28% sont des parutions régulières, 18% irrégulières, 37% des parutions très irrégulières et 13% ne paraissent plus. Abordant le cas du tirage et du nombre d'exemplaires vendus en moyenne par parution, M. Sadou A. Yattara a fait savoir qu'il n'existait pas de comptabilité, même simplifiée, dans presque tous les journaux. L'incohérence des chiffres de vente témoigne d'une absence de comptes, de la difficulté à comprendre le concept de moyenne et de la confusion de ce concept avec le maximum et de la volonté des répondants à masquer l'ampleur de la mévente de leur organe. Il expliquera cela par l'existence de chiffres incohérents avec un même nombre d'abonnés parfois supérieur au nombre d'exemplaires écoulés,

⁴⁰ *La Boussole* du 11, *Le Scorpion* du 13 et *Le Malien* du 18/09/2017.

⁴¹ Ces six articles ont été produits par des journaux très divers, deux quotidiens : *L'Indicateur du Renouveau* et *Le Républicain*, le bihebdomadaire *L'Observatoire*, deux hebdomadaires : *Le Journal du Mali* et *Mali Sadio*, enfin un journal qui semble paraître uniquement en ligne : *Le Journal de l'Economie Malienne*.

volume des ventes sans aucun rapport avec les chiffres de ventes déclarés des ventes mensuelles inférieures aux ventes hebdomadaires. » [« *Cartographie économique de la presse écrite au Mali : Les résultats de l'étude du CERCAP restitués* », *Le Malien*, en ligne le 18/09/2017 sur le site Maliweb]

« Il faudrait une enquête d'un autre genre pour connaître les chiffres réels de vente des journaux au Mali. Cependant (...) à part 5 titres qui émergent du lot, les journaux vendent entre 20 et 25% de leur tirage. » [Le Malien du 18/09/2017, édition imprimée]

« Beaucoup d'entre eux ne disposent même pas d'une comptabilité simplifiée et donc même s'ils sont de bonne foi, il leur sera difficile de fournir des informations exactes. D'autres étaient réticents à reconnaître qu'ils ne payaient pas leurs employés, ou encore que les journalistes qu'ils emploient ne disposent pas de contrat. Il y en avait d'autres qui surestimaient le nombre de leurs employés » [Journal du mali, en ligne le 30/08/2017, entretien avec Abdoulaye Shaka Bagayogo, expert macro-économiste au Cercap]

Quelques journaux plus « alarmistes » reprennent les éléments de discours pessimistes : *L'Indicateur du Renouveau* titre sur l'agonie de la presse voir sa mort programmée, *Le Républicain* sur la menace sur la démocratie, *L'Observatoire* ancre son article sur les espérances déçues de la presse issue de la « deuxième République ».

« Le bilan financier des organes de presse et le niveau de rémunération des employés font croire au Centre d'étude et de renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer (Cercap), la disparation prochaine de la presse écrite au Mali. » [« *Rapport d'étude : La presse écrite malienne agonisante.* », *L'indicateur du renouveau*, en ligne le 30/8/2017 sur les sites Niarela.net et Maliactu]

[« *Média: le CERCAP prédit la mort prochaine de la presse écrite au Mali* », *L'indicateur du Renouveau*, repris par le JSTM le 02/07/2017]

« On se rend compte du dynamisme de la presse écrite au Mali, mais aussi des difficultés qui l'empêchent de jouer pleinement son rôle de quatrième pouvoir et de contribuer efficacement au développement économique et socioculturel du Mali. (...) La menace que cela fait planer sur la diffusion de l'information au Mali est la prise de contrôle de la presse par les réseaux criminels internationaux et l'on a bien commencé à observer ce phénomène à l'échelle nationale lorsque les dithyrambes d'indélicats notoires sont serinés à longueur de parution depuis des années. C'est un grand risque pour la démocratie et la sécurité des citoyens si l'information doit céder la place à la propagande. Ce phénomène de prise de contrôle des organes de presse par des mafias a déjà gangrené plein de pays d'Amérique latine rongés par le fléau de la drogue », a-t-il dit. » [« *Faiblesse économique de la presse écrite au Mali : Véritable menace sur la démocratie* », *Le Républicain*, en ligne le 30/08/2017]

« Sentinelle de la Révolution de mars 1991, la presse malienne, en générale, et, singulièrement, celle écrite, après ses bons débuts, connaît des difficultés, voire du recul. (...) Après, vingt-et-trois (23) ans plus tard, trois Présidents démocratiquement élus et un putschiste à la suite d'un coup d'état déplorable, selon les conférenciers, la presse malienne est dans un bien piètre état. Surtout au regard des espérances nées de la Révolution de mars 1991. (...) la presse écrite malienne, dans son ensemble, écoule moins de 30.000 exemplaires par semaine pour une population de 16,5 millions d'Habitants, un taux d'alphabétisation d'environ 33% et un revenu par tête d'environ 330.000 FCFA. » [« *Medias au Mali : La presse écrite d'hier à aujourd'hui* », *L'Observatoire*, en ligne le 08/09/2017]

La majorité des journaux reprennent ainsi manifestement les termes du discours du représentant du ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population), en le citant nommément, ou du directeur du Cercap. Le JDM centre quant à lui son article sur un entretien avec l'économiste qui a supervisé l'étude et délivre une information plus problématisée et plus spécifique, notamment en commentant, au-delà des faits descriptifs, les mécanismes de l'économie informelle de la presse et les dynamiques en œuvre, plus passés sous silence par les autres titres⁴².

« Sur ce plan, nous ne sommes pas trop allés en profondeur, enfin d'une manière simplifiée, nous pouvons dire que les revenus ne servent pas à couvrir les dépenses et pourtant le journal vit,

⁴² Termes pourtant très explicitement listés dans le rapport, pp. 5 et 6 pour la version de 2017.

cela veut dire qu'ils ont sûrement d'autres revenus qui ne sont pas déclarés. Et ces revenus non déclarés proviennent souvent de ce que les journalistes eux-mêmes appellent la prédation, qui consiste à faire les louanges d'une personne moyennant argent, ou à attaquer des personnes sur commande, aucun journaliste qui s'adonne à de telles pratiques ne s'en vanteraient. Ce sont ce genre de ressources qui arrivent à combler les journaux qui sont structurellement déficitaires mais qui continue à paraître. La presse à un moment est devenue un fourre-tout. Toute personne qui a la capacité d'écrire s'y installe et fait des sous en faisant de la prédation. Il y a eu un moment, c'est encore le cas, où les articles qui se terminaient par « à suivre » n'étaient en fait que des menaces implicites. Le journaliste laissait même son numéro à la fin, pour que la personne visée puisse faire cesser « ses attaques » en échange d'argents. Beaucoup de gens sont également entrés dans le métier, car il ne voulait pas rester oisif après leurs études. (...) L'État est le principal bailleur de la presse au Mali, il faut donc qu'il commence à rationaliser la gestion de ses abonnements, de ses contrats. Il faut que l'État mette en place des incitations fiscales, il faut qu'il sépare sa fonction de régulation de fonction de propagande pour les partis qui sont au pouvoir. » [« Presse écrite au Mali : « Il faut sortir les journalistes de la précarité si vous ne voulez pas recevoir de la propagande », Entretien avec Abdoulaye Shaka Bagayogo, expert macro-économiste au Cercap, Journal du Mali, en ligne le 30/08/2017]

3. Pour comparaison et perspectives : état des lieux rapide de la presse ivoirienne.

3.1. La composition de la presse ivoirienne montre les mêmes tendances, à un stade plus avancé en termes de différenciation de l'offre.

La presse écrite ivoirienne est historiquement ancrée, comme la presse malienne, sur des quotidiens généralistes à tonalité clairement politique. Le quotidien *Fraternité Matin*, partiellement détenu par l'Etat, est une institution de la presse, qui fait pendant à L'Essor Malien. C'est historiquement et toujours aujourd'hui le journal au plus fort tirage, le plus lu et le plus diffusé dans les régions. Longtemps considéré comme un organe de communication de l'Etat et de ce fait peu fiable, il semble avoir évolué vers une attitude plus neutre et objective⁴³. Il côtoie une presse privée dont plusieurs grands quotidiens ouvertement politisés, notamment selon leur appui aux deux partis en conflit (*Le Temps*, pro-opposition ; *Le Nouveau Réveil*, *Le Patriote*, pro-gouvernemental). L'actualité post-guerre civile et les nombreuses tensions politico-ethniques occupent une très large part de ces organes de « combat » politique.

Au-delà, la presse imprimée ivoirienne comporte de très nombreux titres. Les kiosquiers interrogés ont identifié 78 journaux actifs, dont 32 quotidiens et 41 bihebdo-hebdomadaires. On compte peu de journaux bimensuels ou à moindre fréquence, mais la presse magazine est très développée.

La presse quotidienne est généraliste, avec toutefois des positionnements disruptifs/satiriques : *L'Intelligent*, *Le Courrier*, *Le nouveau Réveil*, *Le Mandat*, *Soir Info*.

La moitié des périodiques et les magazines sont spécialisés. 1 hebdo sur quatre s'inscrit dans le mode de vie/la consommation (parmi lesquels *Go Magazine*, *VIP Magazine*, *PME Magazine*, *Femme d'Afrique*, *Mouso d'Afrique*, *Top Visage*), d'autres sont positionnés dans l'économie (*L'Economie*, *Le Journal de l'Economie*, *La Tribune de l'Economie*), la religion (*Islam Info*, *Monde chrétien*), les faits divers (*Allo Police*), le sport (*Allez les Aiglons*, *Mimosa*, *Super Sport*), la santé (*Sanitaire*) ou la politique, certains résolument satiriques (*Gbitch !*, *L'Eléphant Déchainé*). La presse axée sur le mode de vie et la consommation, ainsi que le journal axé sur les faits divers *Allo Police*, ont un lectorat féminin plus important.

Les journaux spécialisés ont émergé en Côte d'Ivoire avant le Mali. *Go Magazine* a été créé en 2008, *Allo Police* en 2009, *LG Info* en 2012. Cette évolution se maintient, avec des journaux récents qui traduisent bien l'évolution de la presse : *L'Essor Ivoirien*, bihebdomadaire d'information générale avec un focus sur la politique, et *Mon Abidjan*, magazine gratuit bimensuel créé en 2018, « *city-mag d'information du passé et du présent d'Abidjan* », qui résonne fortement avec la culture urbaine, pour autant qu'il s'inscrit également dans la culture plus formelle. Le premier numéro a été consacré à l'action de Félix Houphouët-Boigny comme maire d'Abidjan.

« *Mon Abidjan* », le premier magazine qui raconte la ville d'Abidjan est disponible depuis quelques jours. Ce city mag gratuit édité par 2A Consulting dévoile à la fois l'évolution de la ville d'Abidjan non sans mettre en avant sa spécificité, ses nombreux chantiers, ses tendances... qui font d'elle une ville unique et différente des autres capitales africaines. À la fois didactique, touristique, constructif, culturel et laudateur, « *Mon Abidjan* » se positionne comme un outil de promotion et de valorisation de la ville d'Abidjan. » [Publicité du groupe 2A Consulting sur linfodrome.com]

Les données sur les tirages sont très divergentes, incohérentes et parfois clairement fantaisistes, bien que les sources soient officielles (Conseil national de la presse, CNP) ou professionnelles (Edipresse). Nous présentons ci-dessous des chiffres issus de plusieurs sources, qui permettent d'estimer, de façon très imprécise, les volumes des tirages.

⁴³ Selon des articles d'analyse de la presse ivoirienne publiés en ligne.

Selon des chiffres de vente des quotidiens publiés par Edipresse en 2009 pour le premier trimestre de cette même année, *Fraternité Matin* aurait vendu 15 133 exemplaires par jour, *Soir Info* 10 200, *Nouveau Réveil* 4 667, *Notre Voie* 5 200, *L'Inter* 4 400, *Le Patriote* 3 200, *Nord-Sud* 2 933, *Le Temps* 3 133, *Le Sport* 2 267, *Supersport* 933 et *L'Intelligent d'Abidjan* 1 133.

Les tirages papiers ont chuté, comme au Mali, du fait de la concurrence entre journaux imprimés et entre presse imprimée et en ligne. Les invendus sont de près de 40-50% pour les plus grands quotidiens jusqu'à 70-80% pour les journaux moins répandus⁴⁴.

« Le quotidien ivoirien gouvernemental « *Fraternité Matin* », arrive en tête du classement des journaux les plus vendus au troisième trimestre 2016 avec un chiffre d'affaires de 121 millions FCFA contre 149 millions FCFA en 2015, soit une baisse de 21 millions, selon des statistiques du Conseil national de la presse (CNP, organe de régulation). [« Côte d'Ivoire/Presse écrite : Les chiffres du 3e trimestre connus », Publié le 14/01/2017]

D'après le même article, sur la période de juillet à septembre 2017, parmi les quotidiens, *Fraternité Matin* aurait vendu en moyenne 5 198 tirages par jour, *Soir Info* 5 182, *L'Inter* 3 000, *Le Temps* 2 713, *Le nouveau Réveil* 2 559, *Le patriote* 981. Parmi les hebdomadaires, *Allo Police* aurait tiré à 4 108 exemplaires par édition, *Go Magazine* à 4 038, *Gbitch !* à 3 864.

Dans leurs ours respectifs du 20/09/2018, *L'Inter* déclare tirer à 20 000 exemplaires, *Le Temps* à 30 000, *Le Nouveau Réveil* à 10 190, *Le Patriote* à 10 000, *Le Nouveau Courrier* à 7 000, *Le Quotidien d'Abidjan* à 7 000, *LG Info* à 10 000, *Notre voie* à 15 900, *Le Sport* à 10 000, et parmi les hebdomadaires, *Go Magazine* à 14 150 et *Allo Police* à 8 810 exemplaires.

Malgré ces incohérences, ces données indiquent toutefois, en résonance avec les perceptions des kiosquiers, que les hebdomadaires spécialisés ont aujourd'hui une très forte audience et que ces segments de marché ont depuis longtemps dépassé le stade de « niches ».

3.2. La presse magazine a atteint un haut niveau de sophistication.

Les kiosquiers (généralistes) ont identifié 22 magazines, dont 12 paraissant régulièrement, sachant que les circuits de distribution spécifiques des magazines et notamment le très fort développement d'une presse magazine en ligne laissent présumer d'une offre bien plus étoffée.

La presse « people » est particulièrement développée et l'offre comporte de nombreux titres, ex. *Life Magazine*, *First Magazine*, *Prestige Magazine*. Ce dernier se présente comme « journal d'informations culturelles » mais dans les faits confine au tabloïd. *Treize magazine*, (@treizemagazine), se veut le « Numéro 1 de toute l'actualité people, sportives, musicales et diverses ». Les sites dédiés à l'actualité « people » sont multiples, ex. *abidjanshow.com* ; *radiojam.biz* ; *regardscroises.ivoire-blog.com*.

La presse magazine « moderne » ne se limite pas au lifestyle, aux « jeun's » et au people. L'économie et le monde des affaires sont également représentés. Pour exemple, *Tycoon Magazine*, « mensuel d'affaires ivoirien dédié à la promotion de modèles entrepreneuriaux pour l'Afrique », se présente comme « Votre magazine d'inspiration et de motivation. » Il propose notamment des portraits et entretiens de personnalités économiques. Il a lui aussi une relation Twitter : @Tycoon_Mag.

⁴⁴ Edipresse, premier trimestre 2009

3.3. La presse imprimée est déjà fortement engagée dans le multimédia, y compris parmi certains quotidiens généralistes pourtant très peu marqués par la culture « banchée ».

De très nombreux sites publient en ligne des articles de la presse imprimée, sur sites propres ou sur des sites de presse (ex. *linfodrome*, *abidjan.net*, *Ivoirebusiness.net*, *infodabidjan*, etc.)

La presse en ligne, et encore plus quand il s'agit de la presse magazine, se caractérise également par l'intégration quasi systématique des nouveaux médias, des réseaux sociaux (avec de nombreux liens, comptes et sites Instagram, Twitter, YouTube et Facebook). La vidéo est très présente, avec une intégration claire entre texte, son et image.

Connectionivoirienne.net se présente comme « le premier site d'information et d'actualité ». Il reprend notamment les articles des agences Afrikipresse.fr, Agence ivoirienne de presse AIP, BBC Afrique, et des journaux *Fraternité Matin*, *L'humanité*, *Le Banco.net*, *Le Monde-diplomatique*. Le site se décline sur une page Facebook et un compte Twitter.

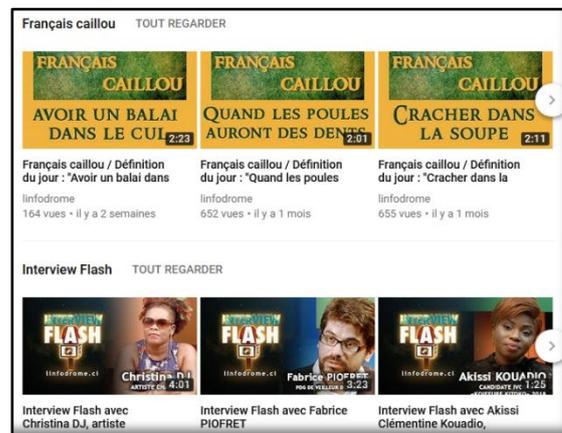


Le site en ligne *La dépêche d'Abidjan* se présente comme « réseau social », segmente ses articles en presque vingt rubriques, dont plusieurs permettent d'accéder à des vidéos.



Le site *Linfodrome*, qui présente en ligne les articles des journaux (« sérieux ») *Soir Info* et *L'Inter*, renvoie sur Twitter et You Tube : « *The latest Tweets from linfodrome.com (@Linfodrome)*. *Les dernières news de Côte d'Ivoire et d'ailleurs, des infos pratiques, les vidéos du moment, les petites annonces classées, des jeux ...* »

Le compte YouTube, qui annonce près de 25 000 abonnés, présente des vidéos de reportages, d'entretiens, et d'une série micro trottoirs humoristiques (Français caillou). Cet organe de presse en ligne s'apparente de fait autant à un média audiovisuel qu'à un journal de presse écrite.



3.4. La presse magazine : un « autre monde », ancré dans la culture urbaine et le numérique.

Des éditeurs, rédacteurs et lecteurs urbains, consommateurs, graphiques, branchés, techniques, technologiques et très usagers du numérique.

Cf. ci-contre, la photographie présentée en page d'accueil de l'édition en ligne du 03/11/2018 du magazine *ParisAbidjan*, qui entre autres présente une rubrique « TIC and TECH » et fonctionne avec une boutique en ligne.



« Le premier magazine sur les relations franco-ivoiriennes. ParisAbidjan est un magazine d'information qui informe tous les trois mois sur l'actualité franco-ivoirienne dans tous les domaines : économie, culture, politique, société, numérique... ParisAbidjan est le magazine de référence des dirigeants d'entreprises, des institutions et associations interculturelles dans les deux pays, des étudiants en mobilité et des enseignants de français sur les deux rives de la Méditerranée. Il s'adresse à tous ceux qui s'intéressent, de près ou de loin, à la relation franco-ivoirienne dans un contexte global. Publié par l'agence de presse française All Contents, il est disponible en kiosque dans les deux pays, sur abonnement et en version digitale. »
[parisabidjan.com]

3.5. Le monde des médias est lui-même consommateur et promoteur de de la culture TIC

L'événement *Adicomdays* relaté ci-dessous traduit bien la modernité et la technicité des médias ivoiriens et de l'intégration des TIC. Le vocabulaire (ex. webzine), et les problématiques de l'information numérique dans ses dimensions techniques, économiques voire sociales (ex influenceurs), y sont clairement maîtrisés et expriment une forme de culture média spécifique, clairement différenciée de l'attitude et la gestion de l'information par les journaux « politiques ».

Adicomdays / Les acteurs du digital en Afrique se sont donné rendez-vous à Abidjan, les 1er et 2 mars dernier, à la faveur de la deuxième édition des ADICOMDAYS (Africa Digital Communication).

Abidjan a abrité la grand-messe du digital en Afrique




Les acteurs du digital en Afrique se sont donné rendez-vous à Abidjan, les 1er et 2 mars dernier, à la faveur de la deuxième édition des ADICOMDAYS (Africa Digital Communication). Cette rencontre annuel B to B de la communication digitale, après la première édition réussie de Paris en mars 2017 a rassemblé les influenceurs de renom, ainsi que des experts sur les bords de la lagune Ebrié. Kahi Lumumba, PDG de Totem Expérience, l'initiateur de ce projet et toute l'équipe d'organisation ont le mérite d'avoir réussi le pari de la mobilisation pour cet événement. Une trentaine de speakers, d'experts et d'influenceurs ont effectué le déplacement d'Abidjan. Au nombre de ceux-ci, un quatuor de jeunes influenceurs du digital rassemblant une communauté d'un peu plus de 13 millions d'abonnés. Il s'agit d'Uche Pedro, fondatrice du webzine Bella Naija, un site de lifestyle et de divertissement nigérian. Etaient également présents W il Aime, artiste créatif et comédien; Fatou N'Diaye, fondatrice du blog Black Beaut),r Bag ainsi que la créatrice de mode, d'origine ivoirienne, Loza Maléombho. Les influenceurs de Côte d'Ivoire, conduite par Edith Brou, Yehni Djidji et bien d'autres ont pris part à cet événement dont l'ensemble des réflexions se sont articulées autour de la problématique du retour sur investissement à travers le thème : « Social bledia, brand content, influence marketing; comment optimiser le retour sur investissement de sa communication digitale en Afrique P >> Au total, deux journées d'intenses activités qui ont contribué à conforter Abidjan dans sa position de hub de l'économie numérique en Afrique. Le premier jour a porté sur les échanges et s'est déroulé à l'Institut français avec la grande conférence et bien d'autres activités dont des Keynotes, des présentations d'études, des retours d'expériences, des panels, des ateliers ainsi qu'un lunch meeting. Cette journée studieuse a ouvert la voie à une soirée festive à travers la cérémonie de remise des Adicom Awards, récompensant les meilleurs influenceurs africains. La seconde journée dénommée ADICOM Discover, a permis

3.5. Aussi bien les institutions que les organes de presse s'intéressent à la recherche scientifique.

Une rapide recherche sur Internet a montré que la science est un sujet d'intérêt pour la presse, y compris la recherche scientifique elle-même, perçue comme richesse nationale en soi et pilier du développement.

Les sites d'information en ligne, transversaux ou d'un journal, semblent communiquer régulièrement :

- Fin 2016, le Journal du Mali s'intéresse au soutien de l'Etat à la recherche via l'allocation de fonds de recherche à dix chercheurs ivoiriens.
« Désormais en Côte d'Ivoire, les équipes de recherche peuvent compter sur un fonds de 500 millions FCFA que le gouvernement met à leur disposition afin de les appuyer dans leurs travaux. Les questions de la santé, de l'agriculture de la sécurité et des technologies pourront désormais être plus approfondies par les équipes de chercheurs ivoiriens. Il en sera de même pour celles portant sur les substances naturelles et de protection de l'environnement, les mines et énergies, la gouvernance et la civilisation. Afin d'intensifier les travaux sur ces thématiques d'intérêt national et international, le gouvernement ivoirien a annoncé la mise du Fonds d'appui à la Recherche et à l'Innovation (FONARI) doté de 500 millions de FCFA. Selon le Premier ministre Daniel Kablan Duncan, qui a livré cette information jeudi, il s'agit d'«un élément incitateur de l'Etat», en prélude à la mise en place prochaine d'un Fonds national pour la Science, la Technologie et l'Innovation. Pour l'heure, ce fond comprend trois programmes. A savoir, un Prix spécial du Président de la République de 80 millions FCFA, un Fonds d'appui à la Promotion de la femme enseignant-chercheur et chercheur de 120 millions, et enfin le Fonds d'appui à la Recherche et à l'Innovation (FARI) de 250 millions de FCFA. » [« Appui : La Côte d'Ivoire booste sa recherche scientifique », Journal d'Abidjan (jda.ci), en ligne le 30/12/2016]
- En septembre 2017, abidjan.net rend compte de l'allocation de fonds de recherche à dix chercheurs ivoiriens par un programme d'appui bilatéral.
« Une recherche scientifique, bien orientée, bien structurée et correctement financée est la première des conditions qu'un pays doit satisfaire pour un développement maîtrisé » (...) Fruit de la coopération ivoiro-suisse, le PASRES (Programme d'appui stratégique à la recherche scientifique) qui est un fonds compétitif de financement, à travers cette cérémonie de proclamation des résultats s'est engagé à financer dix (10) porteurs de projets de recherche scientifique. (...) Suite à l'évaluation par le conseil scientifique du PASRES, ce sont dix (10) projets qui ont été jugés éligibles au financement du PASRES pour cette session. (...) ce rendez-vous est une opportunité pour les chercheurs ivoiriens de découvrir et saisir les fenêtres de financement de la recherche qui existent dans le monde. » [« Recherche Scientifique : dix (10) chercheurs doctorants ont reçu un financement de 5 à 15 millions F CFA du PASRES », abidjan.net, en ligne le 21/09/2017]
- En juillet 2018, echomedias.ci rend compte de la dotation par l'Etat de matériel aux structures de recherches universitaires.
« L'Etat de Côte d'Ivoire envisage redynamiser et moderniser la recherche scientifique en équipant de matériels scientifiques de pointe les centres de recherche et d'analyse dans la mise en œuvre du second projet d'appui à la modernisation et à la réforme des universités et grandes écoles de Côte d'Ivoire (AMRUGE-CI 2) du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). (...) « Avec le CNA-CI on arrivera à améliorer la qualité de la recherche nationale et rendre ses résultats plus compétitifs, préserver les droits de propriété intellectuelles de nos chercheurs. Cela contribuera aussi à produire des ressources additionnelles. » [« Côte d'ivoire/Innovation et recherche scientifique: Du matériel de pointe pour les centres de recherche bientôt », echomedias.ci, en ligne le 12/07/2018]
- A date de l'étude, plusieurs sites ont rendu compte de la tenue à Abidjan, début novembre 2018, du Forum annuel des organismes de financement de la recherche scientifique en Afrique subsaharienne. Pour exemple :

« Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, abrite du lundi 5 au vendredi 9 novembre 2018, le Forum annuel des organismes de financement de la recherche en Afrique subsaharienne. Une grande première en Afrique francophone. Ce rendez-vous va mobiliser en terre ivoirienne les plus grands bailleurs de fonds du monde dans le domaine de la recherche scientifique. L'information a été donnée, ce mardi 30 octobre 2018, au cours d'un point-presse, par le secrétaire exécutif du Programme d'appui stratégique à la recherche scientifique (Pasres). (...) « Tous les grands pays du Nord, Etats-Unis, Chine, Japon, Allemagne, Suisse, France..., y participent, mais également, les pays du Sud et notamment quelques pays francophones », a informé le conférencier. Le deuxième temps fort est le Forum annuel de l'Initiative des Conseils subventionnaires de la recherche en Afrique subsaharienne (Sgci). L'Initiative des Conseils subventionnaires va plancher cette année sur le thème : "Nouvelles approches du financement de la recherche et de l'innovation en Afrique." » linfodrome.com, en ligne le 30/10/2018

Les agences de presse rédigent des dépêches sur la recherche. En octobre 2016, l'agence africaine Afrikipresse s'intéresse aux conditions de publication de la recherche ivoirienne, suite à l'appui de l'éditeur scientifique international Elsevier.

« Le Programme d'appui stratégique à la de recherche scientifique (Pasres) et Elsevier, le leader mondial de l'édition d'articles scientifiques, travailleront bientôt mains dans la main pour booster, et valoriser la recherche scientifique en Côte d'Ivoire (...) « Le Pasres, après 10 années de financement des recherches, a décidé de mettre l'accent sur la valorisation des recherches. (...) Nous voulons améliorer l'accès de nos chercheurs à la recherche scientifique dans le monde. Nous avons 10 000 journaux où nous publions les meilleurs articles de recherches qui nous parviennent de partout dans le monde. Nous recevons plus de 1,5 millions de manuscrits par ans. Mais, seulement 30% sont publiés. Car, nous faisons un tri méticuleux. Des chiffres montrent que les recherches africaines représentent 2% des recherches mondiales. Nous pensons que cela est dû au fait que les recherches du continent ne sont pas vues dans le monde. Nous sommes là vous donner une visibilité». [Visibilité des articles scientifiques ivoiriens dans le monde : Elsevier et le Pasres s'engagent », afrikipresse.fr, en ligne le 26/10/2017]

L'Etat ivoirien est également un communicant de la recherche. En avril 2018, le site officiel du gouvernement rend compte lui-même en ligne d'un programme de recherche agronomique sur le manioc.

« Abidjan, le 13 avril 2018 – A la cérémonie d'ouverture du premier atelier du programme West African Virus Epidemiology (WAVE) des virologues et sélectionneurs du manioc d'Afrique, le 12 avril à Abidjan, le directeur de cabinet du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Thiam Assane, a plaidé pour une augmentation durable du rendement du manioc. « J'exhorte les chercheurs à se mettre ensemble pour augmenter durablement le rendement du manioc et à être proactifs dans la coopération transfrontalière », a dit Thiam Assane. » [« RECHERCHE SCIENTIFIQUE : LA COTE D'IVOIRE POUR UNE AUGMENTATION DURABLE DU RENDEMENT DU MANIOC », Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, www.gouv.ci, en ligne le 13/04/2018]

On notera enfin que le milieu de la recherche scientifique de Côte d'Ivoire peut diffuser ses résultats dans plusieurs revues spécialisées, éditées par les universités et les grandes-écoles. Ces revues sont extrêmement techniques et n'ont apparemment pas pour objet la vulgarisation auprès du grand public, néanmoins publient sur Internet, ce qui traduit l'intégration de la technicité (discrétionnaire) et de la modernité (mise en accès). De nombreux site de diffusion en ligne de revues ont été identifiés, certains apparemment inactifs à date de l'étude, mais plusieurs qui publient toujours régulièrement :

- *Le Journal africain de communication scientifique et technologique* est publié par l'Institut pédagogique national de l'enseignement technique et professionnel (IPNETP),
- *La Revue Internationale des Sciences Médicales (RISM)*,
« Revue générale de diffusion des résultats de travaux des chercheurs africains. Elle a été conçue pour respecter la procédure de publication d'un article scientifique en remplacement des

Annales de l'Université d'Abidjan et est éditée par les Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI) sises à l'Université de Cocody. »

- *La Revue Ivoirienne des Sciences et Technologie (REVIST),
« La revue est éditée par l'Ecole Normale Supérieure (ENS) d'Abidjan. Elle concerne les sciences physiques, les mathématiques, l'informatique, les sciences de la vie et de la terre. »*
- *La revue Agronomie Africaine.
« En dotant l'Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques, (AISA), leur Association, d'une Revue Scientifique dénommée "AGRONOMIE AFRICAINE" (Agron. Afr.) les chercheurs Ivoiriens engagés dans la recherche agronomique entendent apporter leur modeste contribution la diffusion de l'Information Scientifique et Technique à l'échelle internationale. Cette Revue pluridisciplinaire offre ainsi à tout chercheur dont les préoccupations professionnelles s'adressent à l'Afrique, l'occasion de publier en Français ou en Anglais des articles originaux sur des résultats de recherches fondamentales ou appliquées, relatives à: - Agronomie générale - Phytogénétique et amélioration des plantes - Protection des végétaux - Science du sol - Technologie de transformation et de conservation des produits agricoles - Pêche, aquaculture et environnement - Zootechnie - Agro-économie et sociologie rurale. »*

4. Principaux enseignements de l'étude et cahier des charges pour la recherche en vue de favoriser sa diffusion par la presse écrite malienne.

4.1. La capacité de la presse à porter de l'intérêt à la recherche scientifique ou tout au moins à ses résultats, est conditionnée à trois séries de facteurs, qui impliquent (en toute logique) le journal, le journaliste qui y travaille et le chercheur.

Au niveau des journaux, les termes économiques et qui favorisent le professionnalisme :

- Une ligne éditoriale claire, le choix des domaines d'intérêt et des sujets ;
- Les conditions de travail des journalistes, les moyens mis à leur disposition, y-compris leur encadrement/ suivi (comité de rédaction, desks, secrétariat de rédaction).

Au niveau des journalistes eux-mêmes (des patrons de presse aux stagiaires), trois facteurs globalement corrélés :

- La culture générale (connaissance du monde, capacité à lire, comprendre, rédiger, esprit critique au sens positif du terme) ;
- La culture journalistique (maîtrise des règles méthodologiques et déontologiques du secteur, rigueur dans la production et l'usage des données notamment) ;
- Enfin, une base de culture scientifique (valeur de la science en soi et définition, domaines, méthodes, portée des résultats).

Cette capacité est également favorisée par celle du chercheur à s'inscrire dans le territoire journalistique, et être appropriable par le journaliste, à trois niveaux :

- Le sujet et le contenu : leur inscription dans les domaines d'intérêt des journaux et/ou de leurs lecteurs ;
- La technicité : le degré de vulgarisation des résultats (format des documents, clarté et simplicité du discours, des notions, des constats/conclusions) ;
- Sa disponibilité personnelle, le cas échéant, pour des échanges en tant que qu'expert).

Bien que cet ensemble de nécessités puisse paraître un lieu commun, il est loin d'être avéré dans le cadre de cette étude. Le contexte malien a montré, et montre encore, des déficits structurels, dont certains qualifiés de chroniques par la littérature, au niveau de chacun des trois types d'acteurs de ce « système » qui de plus (et en corollaire) évoluent encore, bien souvent, dans des sphères distantes. Néanmoins, l'évolution de la presse écrite montre des points de dynamique positive, qui ouvrent des opportunités pour la diffusion de la recherche, à condition que cette dernière soit capable de s'adapter au contexte et de faire, également, un « pas en avant » en direction de la première.

4.2. L'évolution récente de la presse écrite malienne ouvre des perspectives plus favorables à l'intérêt porté à la recherche scientifique et, le cas échéant, à son appropriation par les journalistes.

a. Bien que minoritaires, des journaux montrent des garanties de rigueur à même d'offrir une plateforme pertinente de diffusion de la recherche.

L'étude ne permet pas, en soi et au vu du contexte, d'hypothéquer sur les évolutions futures. Il semble néanmoins permis d'émettre une hypothèse optimiste qui envisage une mutation, ou tout au moins une différenciation à terme entre les « classiques » (tenants du « griotisme » et/ou d'un journalisme informel et peu rigoureux, qui puise ses ressources notamment dans une complaisante superficialité ou au contraire dans un parti-pris d'opinion/posture de discours, qui tous deux priment sur la rigueur) et les « modernes », tenants d'une qualité plus conforme aux standards théoriques et internationaux du secteur, et dans certains cas plus conformes/proches aux principes des approches scientifiques (impartialité, méthode, rigueur).

Ce pôle moderne et intéressant pour la recherche s'affirme ainsi : d'une part, des journaux anciens, dont pionniers de la presse écrite, à vocation d'information généraliste, qui ont su et pu évoluer. Il s'agit surtout de quotidiens et de bihebdomadaires, « classiques réactualisés » pour certains. D'autre part, des journaux plus récents, à potentiel apparemment de stabilisation économique, qui ont adopté des positionnements très spécifiques, assumés et affirmés : actualité généraliste mais « pointue », focalisation sur la politique, la santé, l'économie, les faits divers. Il s'agit uniquement de bihebdomadaires et d'hebdomadaires. Ces journaux ont en commun

b. Bien que minoritaires, des journalistes montrent à la fois une ouverture et des garanties de rigueur à même de les positionner comme relais pertinents de diffusion de la recherche.

« *A meilleur journal, meilleurs journalistes* », ou inversement ?

D'une façon générale, la revue de presse comme le volet qualitatif montrent qu'il n'y a pas de superposition nette entre « bon journal », « bon journaliste » et « bon article ». Les journaux précités ne sont pas exempts de critiques quant à la rigueur de leur production. Ils semblent toutefois recruter de meilleurs journalistes, les faire travailler en équipes spécialisées (desks) qui favorisent leur culture de domaine et leur fournissent de meilleures conditions de production d'articles (dont les ressources et le « temps du journalisme »), enfin leur assurer un encadrement et un suivi plus rigoureux (comités de rédaction, secrétariat de rédaction).

La qualité de journaliste ne s'accompagne bien souvent pas de celle de la production de ce dernier. Bien des journalistes montrent un déficit au plan de la culture générale, de celle du métier et (encore plus) de la culture scientifique. La faiblesse du dispositif de formation scolaire et professionnel, les modes de recrutement et le profil des candidats aux postes de journalistes (par opportunité, népotisme, politique du moindre coût) et le manque d'exigence des journaux (ou en tout cas d'exigence de professionnalisme au sens international du terme) demeurent des entraves dominantes à la diffusion de bonnes pratiques et à l'émergence d'un journalisme de qualité, et surtout lorsque le sujet/la démarche du journaliste implique le recours à une documentation technique, complexe... dont la documentation scientifique. Les directeurs de publication reconnaissent des différences importantes de compétences au sein de leurs propres équipes, mais ces « doyens », qui appartiennent à une génération formée à l'étranger, sont eux-mêmes peu contributeurs à la qualité rédactionnelle par manque de temps pour rédiger eux-mêmes et/ou pour encadrer leurs équipes.

La production et la publication de nombreux articles s'opèrent ainsi en dehors de toute déontologie et d'exigence déontologique, parfois au sein de journaux réputés « sérieux » :

- Tantôt de façon consciente, selon les règles coutumières et informelles du *griotisme* ou du 'perdiemisme' précitées, de la part de journalistes expérimentés mais « corrompus » ;
- Tantôt de façon (parfois totalement) inconsciente voire « ingénue », de la part de contributeurs à moindre expérience, voire disposant du statut très lâche de « stagiaires » et/ou laissés à eux-mêmes pour traiter un sujet qu'ils parviennent mal à maîtriser ou à en gérer les données.

Néanmoins, la littérature aussi bien que les professionnels du secteur indiquent une amélioration, au plan formel comme au plan du contenu, qui est surtout le fait d'une minorité. Les journalistes les plus professionnels s'avèrent à la fois autonomes dans leurs pratiques et encadrés par leurs journaux. Ils souscrivent par ailleurs aux offres de formation professionnelle fournies par des appuis extérieurs (Panos, CFI, AFF, ESJ Lille, etc.). Ces journalistes sont soucieux d'étayer leur propos par des données tangibles pour éviter la (re-)production de discours qu'ils jugent peu fiables ou en tout cas insuffisants, soit car institutionnels et potentiellement orientés/de parti-pris (nécessité de confrontation critique des sources), soit issus de séries restreintes d'entretiens et trop anecdotiques (logique méthodologique et besoin de données quantifiées notamment). L'accès à internet, un

carnet d'adresse et une aisance sociale et /ou professionnelle leur ouvrent l'accès à des sources plurielles, et ils font largement recours à une documentation dès lors qu'ils la jugent à la fois compréhensible, pertinente et fiable.

Dans ce contexte, la recherche scientifique globalement valorisée sur le principe, mais son usage concret est marqué par une relation très ambiguë.

c. Le contexte est favorable à l'intérêt porté par la presse écrite à la recherche scientifique, mais celle-ci reste trop souvent peu appropriable, en image autant qu'à l'usage.

Au niveau théorique, la faible culture générale, journalistique et scientifique freine l'appropriation de définition même et de l'intérêt de la recherche scientifique

La science et la recherche scientifiques en elles-mêmes ne sont pas aujourd'hui des sujets d'intérêt pour la presse, ainsi que la recherche fondamentale. Le domaine scientifique intéresse pour des résultats tangibles et pratiques. L'ouverture du journalisme sur la science se manifeste, au-delà des discours et des articles, par la création récente du Réseau des journalistes scientifiques du Mali (encore peu très structuré à date) et en 2016 du Journal Scientifique et Technique du Mali (JSTM), avec un positionnement très spécifique, avec un positionnement très ancré dans les sciences appliquées.

La formation des journalistes (et notamment les filières littéraires ou écoles de journalisme, dont sortent bon nombre de « jeunes » journalistes) ne leur fournit pas de culture scientifique (notions de science et de recherche scientifique, démarche scientifique, méthodologie, analyse critique). Les trois interviewés ayant les bases de cette culture ont un cursus scientifique (économie, psychologie clinique et sociologie) préalable à leur formation/carrière de journalisme. Pour tous les autres, la science renvoie aux sciences « dures » (maths et physiques, avec une vision assez scolaire), à la médecine et à l'agronomie. Les domaines des sciences sociales/humaines ne sont pas toujours considérés comme réellement scientifiques.

De plus, les journalistes demeurent à distance de la recherche scientifique du fait de la difficile appropriation, concrètement et au-delà de l'image, des résultats de la recherche (documents trop longs, jargons vs. vulgarisation) et de la difficile relation avec les scientifiques jugés peu accessibles (étrangers, trop occupés, distants). Au global, la majorité des journalistes entretient une relation ambiguë avec la recherche, marquée à la fois par un effet d'infériorité « technique » et en même temps une remise en cause de résultats sans objet pour le lecteur, sans inscription dans l'actualité voire la réalité. D'une certaine façon, on reproche à la science son « snobisme » voire, à travers son opacité, un certain manque de fiabilité.

La science ne s'inscrit que peu dans le discours journalistique.

Le nombre d'articles à tonalité scientifique est très limité. De plus la science, lorsqu'elle est utilisée, est souvent mal maîtrisée voire manipulée. Pour autant elle s'inscrit dans tous les domaines importants pour la presse, avec de fortes différences selon les domaines et le type de journaux. La santé, l'économie et les « faits de société » sont les principaux domaines où le journaliste a recours à la recherche.

L'étude montre une cohérence entre les volets revue de presse et entretiens qualitatifs ; les perceptions des journalistes résonnent très largement avec les articles identifiés comme utilisant du « matériau scientifique ».

Dans le domaine de la santé, la presse tend essentiellement à sensibiliser son lectorat sur des éléments cliniques. A ces fins, les journalistes maliens sont globalement peu mobilisés, car les

journaux reproduisent souvent des articles publiés dans d'autres publications et trouvés sur internet plausiblement, avec pour quelques-uns seulement la référence à la recherche qui en constitue la source. Seule une minorité d'articles, qui abordent la sécurité alimentaire, la malnutrition ou la mortalité infantile liée à la pauvreté, analysent la santé dans le champ socioéconomique via des rapports OMS, OCHA et ONG.

Dans le domaine de l'économie, la presse tend essentiellement à informer son lectorat voire avoir une action de plaidoyer sur la croissance et les secteurs économiques, l'environnement financier et économique national et international, minoritairement sur l'économie des ménages. Les journalistes maliens signent la majorité des articles, en utilisant un « matériau scientifique ». Les sujets abordés dans ce domaine sont très variables : La quasi-totalité de ces articles s'appuie quasiment exclusivement sur des rapports/données statistiques, issues des institutions, des acteurs économiques majeurs voire de la recherche... dans un cas spécifique qui concerne une étude sur la presse elle-même, et abondamment reprise par cette dernière. Néanmoins, les journalistes avouent peiner lorsqu'il s'agit de reformuler ou « traduire » en langage commun la documentation trop scientifique (très « mathématique » pour le secteur économique notamment), et lorsqu'ils tentent eux-mêmes de produire des données par investigation, leur faiblesse méthodologique voire déontologique apparaît clairement (y compris collusion entre ressenti personnel et perception des masses).

Dans le domaine des faits de société, la presse tend essentiellement à informer voire sensibiliser son lectorat, dans des articles à très forte tonalité de plaidoyer, sur des sujets polémiques (les questions de genre, les droits de l'homme, les migrations) fournis par l'actualité des « ateliers », en utilisant les discours et les rapports produits dans ce contexte. On note que les bihebdomadaires et hebdomadaires ont le privilège de fournir les articles les moins liés aux grands ateliers, sur des sujets plus « innovants » (déscolarisation, scolarisation des filles, pauvreté rurale, déboisement, facteurs culturels de la malnutrition, enfants-esclaves), avec des articles globalement de meilleure qualité que leurs confrères des quotidiens sur la reprise des ateliers.

Dans le domaine de la politique, et bien que celle-ci occupe une large partie des tribunes de la presse (vocation des journaux, nombre de pages, implication de compte-rendu, de commentaires, d'opinion voire de parti-pris), la science, et notamment les sciences politiques/la politologie sont singulièrement absentes. De plus, la majorité des articles qui rentrent dans ce créneau sont, soit des articles puisés dans la presse internationale (française notamment), soit très marqués par l'idéologie et suspects de manipulations de données. Seules quelques signatures maliennes ressortent comme productrices d'articles « qualitatifs » ou « intéressants » du point de vue de l'utilisation de documentation/données de type scientifique, et à noter, exclusivement dans des bihebdomadaires et hebdomadaires, ce qui renvoie à la censure (auto ou externe) liée au contexte politique et à la « liberté » de la presse malienne en 2017. Si l'on considère de plus la période spécifique de la revue de presse (anniversaires de l'indépendance du Mali et bilan pré-électoral du Président en fonction), force est de constater que science et politique ne font pas bon ménage dans la presse écrite malienne. Si l'on considère de plus que le domaine de la politique s'articule normalement avec les autres, notamment (pour ce qui intéresse particulièrement cette recherche) du fait des politiques publiques (sanitaires, agricoles, etc.), la documentation sur ces dernières semble être. Le lien entre santé et politiques sanitaires ou de protection sociale n'est jamais posé dans ces articles à vocation « scientifique ».

4.3. La diffusion pertinente des résultats de la recherche est sur cette base envisageable, à condition de définir un message, un s'adapter au « temps du journaliste ».

a. Définir l'espace du journalisme, tel qu'il est pratiqué, dans lequel le chercheur peut s'inscrire.

Envisager de communiquer par la presse suppose de définir une cible (décideurs ou grand public), liée au lectorat d'une certaine presse, et une finalité (quel message ? des données, un plaidoyer, une analyse « brute » ?), qui vont déterminer la nature de l'article. Il semble que le format de policy-brief soit celui qui s'apparente le plus à des articles journalistiques par le format, l'aspect synthétique, le caractère opérationnel vs. descriptif des résultats. A ce titre, ce type de document est à privilégier pour l'échange avec les journalistes. Parmi les documents de rapport, les supports de présentations peuvent être également pertinents car ils présentent plus de titres signifiants, moins de données, et une synthèse des résultats de recherche. Le choix du journal n'est pas neutre. Le journal détermine une cible, une caution et une audience. L'étude montre que plusieurs types de journaux sont éligibles aujourd'hui sur le principe, dont au moins les trois grands quotidiens généralistes :

- *L'Essor*, très spécifique car semi-public, qui malgré tout reste une « boussole » d'un certain professionnalisme, notamment déontologique, et qui présente l'avantage d'être diffusé et lu par la majorité des décideurs maliens
- *L'indépendant*, le plus « commercial », très peu journal d'opinion, mais plutôt de compte-rendu « fiable », et qui bénéficie de cette image dans la profession.
- *Les Echos*, sachant que ce journal semble aujourd'hui, parmi les trois, à la fois le plus « militant » mais également qui encadre le moins les journalistes et la production d'articles ;

Des périodiques plus positionnés sur l'information de type 'dossiers' que l'actualité immédiate, comme Le Journal du Mali, potentiellement Info@sept, pourraient également être des relais pertinents.

Le choix d'un journaliste est important à deux niveaux : asseoir une relation et éviter les dérives. Deux pôles de relation sont envisageables :

- a minima, le chercheur fournit au journaliste un document proche de l'article à produire, ce qui s'apparente à un communiqué de presse,
- a maxima, le chercheur fournit au journaliste une documentation et un entretien, au risque de voir le contenu voire les conclusions échapper.

b. En amont même d'une collaboration avec des journaux sur la diffusion de résultats spécifiques :

Les chercheurs peuvent participer à vulgariser la recherche auprès des journalistes eux-mêmes, via des formations de journalistes sur la recherche en soi. Le contexte actuel malien est propice à ce type de démarches :

- les structures comme la Maison de la Presse sont des partenaires volontaires
- les journalistes les plus intéressants sont demandeurs et motivés
- la recherche est un domaine qui suscite des attentes

Ce type de « formation » pourrait porter sur les domaines scientifiques, avec un accent sur la recherche en sciences sociales, définition, sphère d'intérêt, la valeur ajoutée de la recherche, c'est à dire son bien-fondé, les principes de méthodologie et la rigueur, le mode de production des résultats, conclusions et le cas échéant recommandations.

Enfin, la recherche elle-même pourrait se « vulgariser » auprès du public lui-même, soit le lectorat de la presse, ce qui semble être en œuvre via des journaux comme le JSTM qui, même s'ils ne satisfont pas à tous les standards de la recherche, participent à la diffusion d'une certaine culture scientifique.